



# Le Réseau

Publication de l'OVR-CH

N° 44 - Août 2012

## Le poids des institutions, la force de la volonté

Il n'est pas courant que nous parlions des institutions dans lesquelles nous nous trouvons et avec lesquelles nous sommes amenés à collaborer. Pourtant, force est de constater que, sans elles, nous ne pouvons rien faire et que, si nous n'y avons rien à dire, nous en sommes totalement dépendants. Et les situations n'y sont pas toujours faciles à gérer... Seules, une volonté inébranlable et une force semblable à celle d'un coureur de fond nous permettent de tenir sur la longueur. Les différents articles de ce numéro en sont une parfaite illustration, chacun dans son domaine spécifique.

### Sommaire

#### - Edito

Le poids des institutions, la force de la volonté

#### - Assemblée générale de Lausanne-Uchy

Une rencontre riche en informations et en échanges

#### - OVR : manifestation de la société civile européenne

Un Roumain donne son point de vue sur notre mouvement

#### - Parrainage Meyrin-Sânmartin

Commission « Liaison Roumanie » de l'AHVM

#### - Projet « Pompiers »

Inauguration du 4e centre régional de Livezi (BC)

#### - « Școala noastră »

Un documentaire sensible et profond sur les Roms

#### - Coin bibliothèque

Roms - Rroms - Tziganes - Tziganes

#### - La recherche historique en Roumanie

Les enjeux institutionnels (II)

#### - « Pour tout l'or du monde »

Roșia Montană - Histoire d'un don empoisonné

Textes : Mmes & MM. Violeta BARBU, Miruna COCA-COZMA, Francisc GIURGIU, Viorel HÂRȘAN, Rose-Marie KOCH, Luminița-Anda MANDACHE, Alain NICOLA, Christophe PRAZ, Pascal PRAZ, Vera & Hubert ROSSEL, Danièle WISARD

Photos : Erin CASPER, Lucian HUSAR, Pierre LEBACQ, Luminița-Anda MANDACHE, Ovidiu MARGINEAN, Vera & Hubert ROSSEL, Danièle WISARD, [www.wikimedia.org/wiki/pedia/commons](http://www.wikimedia.org/wiki/pedia/commons), [www.courrierinternational.com/files](http://www.courrierinternational.com/files), [www.presseurop.eu](http://www.presseurop.eu)

Mise en page : Hubert ROSSEL

L'évolution récente de la Roumanie, depuis la chute du Mur de Berlin et la « Révolution » de 1989, est, elle-même, une recherche sur des choix de société et les enjeux institutionnels qui en découlent. Le deuxième volet de « La recherche historique en Roumanie » nous éclaire sur les difficultés rencontrées dans cette période de transition.

Elle est d'ailleurs toujours actuelle... comme le montrent, en ce moment, les épisodes de la politique politicienne du pays ! L'instabilité gouvernementale ne favorise pas la continuité nécessaire à la gestion du pays dans un cadre serein ; les épisodes à rebondissements de la « saga » de Roșia Montană en sont une triste concrétisation. Les soubresauts parlementaires ne permettent pas la promulgation des lois attendues depuis longtemps... et toujours en chantier, notamment celles sur la société civile et les organisations non gouvernementales...

A un autre niveau, les élections municipales sont aussi des éléments institutionnels avec lesquels il faut compter, puisque les maires peuvent changer et que de nouveaux contacts sont alors à créer pour pouvoir poursuivre les projets en cours, ce qui ne va pas toujours sans difficulté. Les associations OVR n'ont pas toutes eu la chance de la commission « Liaison Roumanie » de la ville de Meyrin dans son partenariat avec Sânmartin ; elles ont dû arrêter des projets, se dissoudre même, à cause des incompatibilités institutionnelles ou du manque de volonté, voire du blocage, des personnes en place...

En Suisse non plus, les arcanes institutionnels et administratifs des Départements et des services fédéraux ne sont pas toujours simples à comprendre et à satisfaire, pour pouvoir bénéficier de leurs prestations ; les associations qui ont introduit un dossier dans le cadre de la Contribution à l'élargissement en savent quelque chose ! Face à la complexité institutionnelle, il ne reste que la force de la volonté pour y arriver !

Et la question des Roms dans les pays européens ? Il y en aurait à dire entre les contradictions des institutions et la (non) volonté des Etats à vouloir entrer en matière de façon cohérente... Un documentaire nous invite à y réfléchir.

Hubert ROSSEL

## Assemblée générale 2012

**Lausanne-Ouchy, 28 avril**

Au nom du Comité, *M. Hubert Rossel*, Vice-président, souhaite la bienvenue aux participants de cette Assemblée générale délocalisée, donc mise sur pied par le Comité, en l'absence de l'invitation traditionnelle de l'une ou l'autre Association.

M. Rossel rappelle deux tribunes ouvertes aux membres pour faire connaître leurs activités et partager des expériences : Le



Photo: Pierre Lebacqz

**Le mot d'accueil est délivré par un membre du Comité puisque c'est ce dernier qui a organisé cette AG délocalisée**

*Réseau*, qui ne demande que cela, et le *site Internet*, complètement « relooké », qui met à disposition une rubrique « Associations ». Il faut que toutes les parties en profitent, car c'est du partage que naît la solidarité de groupe. Le rôle du Comité est de coordonner ces activités et expériences. Encore faut-il les connaître !

Les commissions ont été créées dans ce but : soutenir et simplifier le travail de base des associations, favoriser l'équipement (pompiers, hôpitaux) des villages partenaires. Toutes les informations se trouvent sur le site [www.ovr-suisse.ch](http://www.ovr-suisse.ch).

M. Rossel termine en remerciant les organisateurs locaux de la réunion, Mme Rose-Marie Koch et M. Gilbert Glassey, soutenus par les amis des associations de Crissier et St-Légier. Si un bénéfice ressort de cette journée, Il sera remis à OVR-RO en faveur d'un « village oublié » ou d'un projet spécifique proposé par la Coordination OVR-RO.

Les points statutaires sont rapidement parcourus. On notera l'invitation réitérée à rejoindre le Comité, réduit à six membres après le décès de M. Ben Sergent et la renonciation de Mme Rodica Berdat pour raisons professionnelles. Enfin, pour 2013, l'accueil de l'AG par une association serait apprécié.

Allocutions

*SE Madame Opriş*, Ambassadeur de Roumanie à Berne, remercie pour tout ce qui a été entrepris en matière de coopération. En poste à Paris, puis au Ministère roumain des Relations avec les pays membres de l'UE, elle connaît l'OVR. Elle découvre maintenant les spécificités suisses. Elle regrette trop de discrétion de la part d'OVR et l'encourage à mieux faire connaître ses points forts : solidité, efficacité, discrétion...

Avec l'Ambassadeur de Suisse, M. Lebet, elle assure qu'ils feront tout pour appuyer et faciliter les formalités inhérentes à trop de bureaucratie. De son côté, elle souhaite développer, notamment, les échanges culturels et touristiques. A cet égard, elle envisage de réunir toutes les personnes et associations sur le terrain en Roumanie pour une rencontre dans les jardins de la résidence.

Elle annonce, par ailleurs, la signature prochaine de divers accords entre la Suisse et la Roumanie dans les domaines de la formation/santé, de la culture et de la gestion des affaires.

Pour terminer, Mme Opriş plaide pour un dialogue régulier, afin de surmonter les difficultés administratives et de maintenir la coopération. Elle souhaite, enfin, plein succès aux projets en préparation.



Photo: Vera Rossel

**Madame Opriş nous assure de la pleine volonté de l'Ambassade pour faciliter nos démarches administratives avec la Roumanie**

M. Serge Gonvers, Chambre de commerce Roumanie-Suisse, apporte le salut de la communauté suisse qui compte quelque 400 membres. Avec les différentes commémorations des cent ans de relations diplomatiques, les échanges entre les deux pays ont été relancés. Avec un milliard de francs investis en Roumanie, la Suisse est le sixième investisseur. Il invite le Comité à rester en contact avec la Chambre de commerce, prête à donner des coups de main.

M. Gonvers termine avec des félicitations pour le travail accompli et des encouragements à le poursuivre.

M. Francisc Giurgiu, Président d'OVR-RO, se réjouit d'être parmi ses amis. Il qualifie l'OVR de mythe historique pour la société civile roumaine. Il reste néanmoins encore beaucoup à découvrir même si, en 25 ans, l'idée de la démocratie a discrètement fait son chemin. Des projets, tels que « Pompiers » et « Santé » sont prometteurs, car ils fédèrent ceux qui s'y engagent sur le terrain. Malheureusement la législation, toujours fluctuante, bloque souvent les avancées de la société civile. Avec ses meilleurs vœux, il termine en souhaitant à chacun la bienvenue en Roumanie.

Mme Anne-Marie Scotto, Présidente nouvellement élue d'OVR-Solidarité (France), se réjouit de cette reprise de contact avec les amis suisses. Les problèmes évoqués se posent en France aussi. Les subsides sont plus difficiles à trouver. Un projet culturel est actuellement à l'étude et la situation en Moldavie préoccupe également les comités.

M. Pierre Lebacqz, fidèle délégué de PVR (Belgique), transmet les amitiés des amis belges. Chez eux aussi, les pompiers s'intéressent au projet suisse, alors que les projets santé sont essentiellement portés par les comités flamands. L'adaptation de BD en roumain se poursuit avec les éditeurs belges. L'étude des archives d'OVR auprès du *Mundaneum* reste d'actualité, en collaboration avec les responsables suisses et roumains.

M. Marc Vuilleumier, Conseiller municipal, Directeur de la Sécurité et des Sports, apporte le salut de la Ville de Lausanne. Les autorités développent une importante activité internationale, notamment dans la lutte pour les droits humains. Le Conseil communal a approuvé l'engagement de M. Gilbert Glassey comme médiateur auprès des Roms. Un plan de scolarisation des enfants est en préparation. Par ailleurs, le projet pompiers intéresse Lausanne qui en a eu connaissance par M. Laurent Wehrli, Syndic de Montreux. Les demandes seront traitées favorablement.

En conclusion M. Vuilleumier invite l'assemblée pour le verre de l'amitié offert par la Ville de Lausanne.

Reprise, l'après-midi, avec la présentation du mémoire sur l'histoire de l'OVR que M. Viorel Hârșan, étudiant à l'Université de Fribourg, termine actuellement. Enfant de l'OVR, comme il se reconnaît volontiers, parce qu'originaire de Fundoia (MS), où ses parents étaient engagés dans un partenariat avec Bôle (NE), il a choisi de faire ses études en Suisse. Son

mémoire est attendu avec intérêt.

Pour le temps fort de la journée, M. Thomas Kugler introduit M. Daniel Kessler de KEK/CDC consultants, chargés de la mise en œuvre du dossier « Partenariats » qui concerne plus particulièrement l'OVR. Il renouvelle ses encouragements aux associations pour qu'elles présentent des projets qui devraient être examinés favorablement, car, à Berne, on connaît l'OVR.

M. Daniel Kessler, à son tour, commente les conditions à remplir pour les appels d'offres. Elles sont présentées graphiquement sur grand écran. Cet exposé a été transmis aux membres, dès le début de la semaine suivant l'AG. Les questions sont nombreuses et diverses. Chacun à son tour, les deux intervenants y répondent. Les responsables de projets sont invités à prendre contact en tout temps pour compléter leur information.

Pour conclure, le Président Praz remercie MM. Kugler et Kessler de leur disponibilité. Rendez-vous est pris à l'AG 2013 pour discuter les projets aboutis.

Rose-Marie KOCH



Photo: Pierre Lebacqz

**M. Viorel Hârșan nous donne sa perception de l'OVR comme membre de la société civile**

## Contribution suisse - Nouvelles

Le Fonds « Société civile » (de CHF 2 600 000.-), dont le délai de remise des projets était fixé au 12 juillet dernier, a enregistré le dépôt de 805 dossiers (pour, peut-être, une trentaine de dossiers retenus... En fonction du montant des projets).

Pour le Fonds « Partenariats », le délai pour le dépôt des projets était fixé au 23 août.

Afin de permettre à votre Comité - et particulièrement au Président, qui s'est beaucoup impliqué dans ce dossier - de suivre la procédure de sélection et d'attribution des fonds, nous remercions les associations qui ont déposé un projet de communiquer à Pascal Praz ([pascal-praz@bluewin.ch](mailto:pascal-praz@bluewin.ch)) le nom du projet et des partenaires. Nous pourrions ainsi informer régulièrement sur l'évolution de l'utilisation de ce Fonds.

## OVR : manifestation de la société civile européenne

### *Un Roumain donne son point de vue sur notre mouvement*

Un reportage de la télévision suisse a présenté en son temps <sup>(1)</sup>, sous le titre accrocheur mais ambigu de « Opération Villages Roumains : à bout de souffle », le dernier voyage en Transylvanie d'une délégation de l'association OVR de Bôle (NE) en relation de partenariat avec le village de Larga-Fundoaia, dans la commune de Gurghiu (MS), de 1990 à 2006. Au cours des années, les responsables avaient l'impression de ne constater aucun progrès dans le développement de la région et cela les avait progressivement démotivés. Pourtant, ils avaient lancé une politique de micro-crédit dans le village, qui a été reprise par des Roumains lors de la dissolution de l'association. Toutefois, si le président de l'association regrettait de ne pas avoir rencontré l'économie de marché auprès de ses interlocuteurs, et s'il souhaitait que l'Europe prenne le relais pour financer des projets de plus grande envergure, après l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne, il ne faut pas rester sur une note pessimiste, car des graines ont quand même porté des fruits, comme le prouve l'article ci-dessous écrit par un « enfant du pays ».

Il était tout jeune à l'époque et n'avait peut-être pas toujours tout compris de ce qu'il a vu. Mais il a toujours entendu ses parents lui dire que si l'OVR ne s'était pas manifestée comme elle l'a fait à ce moment-là, tous les habitants du village seraient maintenant dans des blocs en ville ou dans le centre de la commune et auraient été complètement déracinés. 30 ans plus tard, il termine des études d'Histoire à l'Université de Fribourg (Suisse) et présente cet automne un travail de diplôme sous le titre « Opération Villages Roumains : manifestation de la solidarité civique européenne ». Malgré son temps minuté, il a accepté de nous livrer succinctement son point de vue sur la question.

La Rédaction

#### **L'impact du premier contact de la communauté villageoise de Larga-Fundoaia avec l'OVR**

L'arrivée des membres OVR dans mon village natal juste après la chute du régime de Ceaușescu a représenté la première rencontre avec le monde extérieur pour les habitants du village de Larga-Fundoaia. Lors de cet événement je n'avais qu'environ six ans ; par conséquent je ne fus pas en mesure de saisir la signification du fait. Mais je me souviens parfaitement que j'avais reçu du chocolat et des bonbons, comme aussi un autocollant du drapeau suisse, de la part d'une dame blonde qui parlait français. C'est quelque chose que je n'oublierai jamais. Je suis certain que j'étais très heureux à ce moment-là et que cette euphorie qui m'avait pris, caractérisait aussi les autres gens du village. Par la suite, j'ai parlé avec mes parents et d'autres villageois de l'arrivée des membres OVR-CH à Larga-Fundoaia. Pour eux, mes parents et les autres habitants du village, leur arrivée fut quelque chose d'extraordinaire. A cet instant-là, ils réalisèrent qu'ils pouvaient nouer des rapports avec des personnes hors de Roumanie sans aucun danger, sans être poursuivis par la police politique ou sans être interrogés. Cette attitude peureuse fut tout à fait normale, car la population roumaine du début des années 90 était fortement imprégnée par les 42 ans de fermeture communiste. Pour les gens de Larga-Fundoaia, c'était la première fois qu'ils ont pu

voir, parler et donner la main à des personnes qui venaient de l'étranger. C'était également la première fois qu'ils entendirent d'autres personnes parler une autre langue que le roumain ou le hongrois. C'était quelque chose de très nouveau pour eux ! On peut dire que ces rencontres signifiaient pour les habitants de Larga-Fundoaia le fait que le communisme était fini et qu'ils étaient entrés dans une nouvelle ère, celle de la démocratie et de la liberté, notions qui étaient très mal connues par eux à ce moment-là.

#### **La perception roumaine de l'OVR**

En cherchant les aspects positifs et en ayant la possibilité d'étudier l'association OVR, j'ai la tendance à croire que les deux principaux apports de ce mouvement, dans lequel des communautés occidentales et roumaines se sont engagées, sont liés, premièrement, à la prise de conscience de l'importance de la *société civile* par la population roumaine et, deuxièmement, à une concrétisation d'un *lien direct*, d'une présence palpable entre des communautés occidentales et roumaines, dans un contexte de coopération pan-européenne.

La prise de conscience des avantages de la société civile par la population roumaine, on peut dire que ce fut un processus assez long et lent. Et même à l'époque actuelle, on ne peut pas encore affirmer que cette notion est intégralement comprise par la totalité des Roumains. Après une longue période de domination communiste, où on leur a appris comment ils devaient se comporter et où le gouvernement faisait tout à leur place, la

(1) Reportage TSR, dans l'émission « Classe éco », présentée par Dominique Huppi, le 24 avril 2006 (ndlr).

nouvelle situation de liberté d'action qu'ils ont obtenue par la conjoncture politique que la Roumanie a traversée à la fin des années 80, était quelque chose d'inhabituel pour eux. Une grande partie d'entre eux, au début des années 90 – notamment les personnes âgées –, eurent le sentiment d'être perdus, sans pères ou abandonnés par le nouveau régime.

C'est justement dans ce contexte qu'OVR est intervenue pour montrer à la population roumaine, du milieu rural ou urbain, l'importance de prendre sa destinée en mains propres, d'agir pour soi et dans son intérêt, de ne plus attendre une *coordination paternaliste* de la part de Bucarest. Lors de cette phase de l'OVR, les discussions entre les membres occidentaux et roumains de l'association commencèrent à se focaliser petit à petit sur l'importance de mettre en pratique la notion de « société civile » à l'intérieur de la communauté roumaine.

Le deuxième aspect positif de cette coopération est lié, comme j'ai mentionné plus haut, au fait que les membres OVR d'Europe occidentale étaient sur place, à côté de leurs homologues roumains, et cette présence physique a énormément aidé les membres roumains de l'association, en leur donnant de la confiance dans la prise de position à l'égard de différentes décisions liées au développement durable de la société roumaine, par exemple la mise en pratique de la notion de *société civile*.

Une autre chose qui a impressionné la population roumaine – et j'ai en tête l'exemple concret des villageois de Larga-Fundoaia –, est le fait qu'ils avaient reçu ces appuis, non pas d'une façon théorique, par l'intermédiaire de la presse par exemple, mais d'une manière personnelle, vive. Ils avaient en face d'eux des gens ordinaires comme eux, qui parlaient de leur expérience. Pour saisir le côté fonctionnel de la mise en pratique de cette *société civile* à l'intérieur de la communauté roumaine avec le soutien d'OVR, il est pertinent de mentionner l'épisode de Roşia Montană, ou la campagne de la protection



Photo: Lucian Husar

**Le village de Larga sur les contreforts des Monts Gurghiu/Görgény**

des jeunes femmes roumaines victimes des réseaux de prostitution. En ce qui concerne mon village natal, je pourrais citer, dans ce sens, la mise sur pied d'un système de micro-crédits destinés à la communauté villageoise, pour un développement durable de celle-ci.

A mon point de vue, un autre aspect positif de la coopération OVR pourrait être le fait que, à partir des années 2000, les membres occidentaux d'OVR ont souligné plusieurs fois l'idée que la composante la plus importante de l'association est la partie roumaine. Cette attitude a été confirmée lors de la conférence de Sălişte. Cela a eu pour conséquence très importante de donner aux Roumains une certaine confiance en eux-mêmes.

D'un autre côté, si on cherche des aspects négatifs de la coopération OVR, en ce qui concerne mon village natal, il faut mentionner l'épisode des convois humanitaires qui provoquèrent une certaine jalousie parmi les habitants du village. Jalousie inscrite dans l'idée que *le voisin a reçu plus que moi !*

En conclusion, pour ce qui concerne l'attitude des habitants de mon village natal Larga-Fundoaia, de façon générale on peut dire qu'ils ont perçu leur coopération civique avec les membres d'OVR-CH de Bôle/Neuchâtel d'une manière sympathique et constructive ; beaucoup d'entre eux sont conscients des apports que ce mouvement leur a apportés dans le sens qu'ils comprennent mieux les transformations que leur société traverse. Bien que l'association OVR Bôle-Larga-Fundoaia a cessé d'exister après 2006, les contacts amicaux entre Suisses de Bôle et Roumains de Larga-Fundoaia sont toujours une réalité.

#### **OVR comme objet d'étude pour un travail académique**

J'ai choisi ce thème de réflexion et d'analyse comme travail de *Master*. L'idée est de comprendre comment et pourquoi des citoyens ordinaires d'Europe occidentale ont fait le choix de se préoccuper du sort de leurs semblables de Roumanie, vers la fin du régime de Ceauşescu, et de saisir aussi comment cette association a pu se mettre toujours en actualité avec la réalité politique et sociale de Roumanie.

Après réflexion sur le sujet, je perçois l'association OVR comme un exemple parfait de coopération européenne au niveau du citoyen ordinaire, au-delà de tout acte diplomatique. On peut dire que l'impact le plus fructueux de cette collaboration pour la population roumaine, c'est une prise de conscience de la part de celle-ci de la notion de « solidarité civique », implémentant dans la pensée des Roumains engagés dans ce mouvement l'idée que, pour le bien-être de la communauté, *c'est seulement un travail local, réunissant la commune entière, qui constitue la meilleure solution*. Pour moi, le fait de voir des citoyens d'Europe occidentale et de Roumanie réunis autour d'un but commun – celui du développement durable de la société roumaine – représente le meilleur exemple de cohésion et de solidarité européenne.

Viorel HĂRŞAN

## Parrainage Meyrin – Sânmartin

### Commission « Liaison Roumanie » de l'AHVM

Une coopération au développement et un réseau d'amitiés qui se poursuivent depuis plus de 20 ans ! La Commission « Liaison Roumanie » de l'Association des Habitants de la Ville de Meyrin (AHVM) nous a fait parvenir son rapport d'activités 2011, ainsi qu'un document plus « étoffé » qui constitue un état des lieux complet du parrainage de la commune de Sânmartin/Csíksszentmárton (*județ Harghita*) par la commune de Meyrin. Ce dernier document contient un résumé de l'origine du parrainage, ainsi qu'une description précise de l'aide apportée depuis 1990 dans chaque secteur : eau, écoles, dispensaire, enfants « abandonnés ». Il est le fruit d'un long travail de compilation d'archives et de rédaction de la part de plusieurs membres de leur Commission (Jacques Charpier, ingénieur, responsable du secteur eau ; Arlette Kaeser, responsable du secteur écoles ; Danièle Wisard, présidente de la "Commission Liaison Roumanie" de l'AHVM). Il a été demandé par la Commission de coopération au développement de la commune de Meyrin, qui avait été sollicitée en automne 2011 afin de pouvoir obtenir un nouveau crédit (CHF 30 000.-) qui doit permettre d'aider à la finalisation des travaux d'assainissement du cycle complet de l'eau à Sânmartin.

Il nous a semblé intéressant d'en sélectionner les passages suivants pour partager cette expérience riche, tant au niveau des échanges humains que des démarches qu'elle a occasionnées pour pouvoir en arriver là. La Commission vient d'obtenir de la ville de Meyrin le crédit demandé et le maire de Sânmartin/Csíksszentmárton a commencé les démarches auprès de l'organisme de Miercurea-Ciuc/Csíksszereda, mandaté par la DDC dans le cadre de la Contribution suisse à l'élargissement, afin de pouvoir bénéficier d'une aide financière de la Confédération dans le cadre du Fonds « Partenariats ».

La Rédaction

#### A l'origine du parrainage

C'est en 1989, à l'instar d'autres communes genevoises mais aussi suisses, françaises et belges, que la commune de Meyrin, dans une délibération du Conseil municipal du 18 avril 1989 acceptant le principe d'un parrainage d'une commune roumaine, s'engage à parrainer le village de Sânmartin menacé de destruction par le dictateur Ceaușescu, village attribué dans le cadre d'« Opération Villages Roumains ».

Le village de Sânmartin est situé dans la province de Harghita et sa population, majoritairement d'origine hongroise, s'élève à environ 2 500 habitants.

Dès la chute du régime, fin décembre 1989, les autorités meyrinoises décident d'apporter leur aide concrète au village

parrainé et sollicitent dès lors l'Association des Habitants de la Ville de Meyrin pour gérer entièrement l'aide future.

Au cours de l'année 1990, un groupe de bénévoles meyrinois répond à l'appel lancé par l'AHVM. De ce groupe naîtra la Commission "Liaison Roumanie". Les membres actuels, pour la plupart actifs depuis vingt ans, ont réparti leur charge de travail dans différents secteurs d'aide. Soit pour le secteur "adduction d'eau" Jacques Charpier et Johann Ballaman, pour les écoles Arlette Kaeser et Gilbert Meuwly, pour le dispensaire Stefan Brauchli, pour le secteur "enfants abandonnés" Danièle Wisard, qui est également présidente de la Commission, et pour le secrétariat Monique Favre.



Photo: Danièle Wisard

Plaque scellée sur la station de pompage lors de son inauguration en 1997



Photo: Danièle Wisard

### La station d'épuration en fonction

Fin novembre 1990, Monsieur Roger Portier, alors maire de Meyrin, fait organiser par la Commission de l'AHVM un premier convoi d'aide d'urgence (médicaments, vêtements, matériel scolaire, denrées alimentaires, etc.). Monsieur Portier accompagne ce convoi avec deux conseillers municipaux et cinq membres de la Commission.

### Le projet pilote d'adduction d'eau

Au cours de ce premier voyage à Sânmartin, Monsieur Portier a été très impressionné par les conditions de vie catastrophiques de la population, mais également très touché par l'accueil chaleureux fait à la délégation meyrinoise. Il a retenu le besoin prépondérant en matière d'accès à l'eau potable et il fait démarrer le projet d'adduction d'eau en débloquant des fonds de la commune de Meyrin et en confiant sa réalisation à la Commission "Liaison Roumanie".

Les investigations pour bien conduire ce projet ont été nombreuses et ont coûté beaucoup de temps et d'énergie aux membres de la Commission, ainsi qu'aux professionnels suisses et roumains engagés : recherche de fonds divers, études du projet, recherche d'entreprises de constructions fiables, suivi des travaux, etc.

Pour la plus grande satisfaction de tous, en priorité des habitants de Sânmartin, le projet cofinancé par la Confédération (DDC), la commune de Meyrin et la Roumanie a abouti en 1997 avec l'inauguration du système d'adduction d'eau potable auquel tous les foyers et les bâtiments publics sont raccordés.

En 2008, une grande partie du système d'assainissement des eaux usées a été réalisée et financée quasi dans sa totalité par les instances roumaines concernées, avec une petite aide de la commune de Meyrin.

A l'heure actuelle, les travaux ne sont pas terminés par manque d'argent, d'où l'objet de la présente requête [cf. le paragraphe d'introduction, nldr].

La commune de Meyrin a été entièrement partie prenante du projet. Elle a fait totalement confiance aux membres de la Commission de l'AHVM et s'est montrée très généreuse chaque fois que la Commission lui a fait appel pour une demande de fonds supplémentaires.

Le partenariat Meyrin – Sânmartin peut être considéré comme exemplaire, voire unique pour la Roumanie.

Les installations mises en place dans le domaine de l'eau, que ce soit pour l'eau potable ou pour les eaux usées, sont considérées comme "PROJET PILOTE". La commune de Sânmartin est la première commune rurale à être dotée de telles installations, avec les acteurs importants qu'ont été la commune de Meyrin (initiatrice du projet), la DDC, les autorités roumaines et la commune de Sânmartin elle-même.

Ce projet a nécessité beaucoup d'énergie, de persévérance, de temps et d'argent de la part de tous les acteurs ayant contribué à sa réalisation.

En tant que projet pilote, il a fait l'objet de recommandations formulées dans un document important intitulé : « GUIDE PRATIQUE AEP-A. Alimentation en Eau Potable et Assainissement dans les communes rurales ». Ce document a été élaboré par Monsieur Klaus FICHTNER, ingénieur mandaté par la DDC, qui a joué un rôle primordial dans le cadre de l'élaboration du projet et du suivi des travaux jusqu'en 1997.

Ce document a été financé par la DDC, traduit en langue roumaine et diffusé par les autorités gouvernementales de la Roumanie dans les communes rurales, pour les encourager à suivre cet exemple modèle.

Le projet n'aurait pas pu être mené à bien sans la participation active et positive de Monsieur Ion Ionița, ingénieur conseil, mandataire de la Commission "Liaison Roumanie" qui, dès 1991, a été l'interlocuteur reconnu et apprécié des autorités locales et gouvernementales tout au long de l'élaboration du projet et de son suivi, tant administratif que technique.



Photo: Danièle Wisard

### Le laboratoire d'analyses de l'eau

Il paraît opportun, pour terminer ce chapitre relatif au domaine de l'eau, de préciser que la DDC attache une très grande importance au fait que "la chaîne de l'eau" couvre le cycle complet du processus, allant du captage, de l'alimentation en eau potable à l'assainissement des eaux usées avant leur rejet dans le milieu naturel (rivière). C'est ce principe qui a été appliqué à Sânmartin et qui a fait que ce projet est un projet pilote qu'il faut donc à tout prix achever.

Pour sa part, la commune de Meyrin a beaucoup investi dans la deuxième étape du cycle de l'eau, en dotant notamment la Commission de moyens financiers non négligeables. A ce jour, ce soutien s'est monté à CHF 80 000.-, ce qui a permis non seulement de suivre le bon déroulement du projet, mais aussi de financer certains ouvrages, telle la construction de la ligne électrique alimentant la STEP (pour CHF 30 000.-).

*Situation actuelle* - L'ensemble des installations de la station de pompage de l'eau potable est très bien entretenu et fonctionnel.

Les 246 compteurs d'eau les plus anciens ont été vérifiés ou remplacés. Pour rappel : nous en avons offert une centaine à la population de Sânmartin.

Concernant l'assainissement : le transfert du système d'assainissement à la Société Harviz (à Miercurea-Ciuc) s'est fait en octobre. Harviz aura à gérer l'adduction d'eau et l'assainissement. Tous les problèmes financiers lui sont transférés, ainsi que l'exploitation des installations qui sont entièrement propriété de la commune de Sânmartin.

Cependant, la commune doit assumer seule le financement et la construction des travaux restants, mais elle n'a pas de fonds ni les moyens d'en trouver pour l'instant, alors que la demande de la population à se brancher au réseau d'assainissement est grande. D'où notre demande à la commune de Meyrin.

Elle permettra au maire de Sânmartin, nous le souhaitons, d'entrer dans le nouveau programme de la Confédération, via la DDC, appelé « La contribution suisse à l'élargissement » de l'UE, en particulier pour la Roumanie et la Bulgarie, avec notre appui logistique et financier, tel qu'il est demandé par la DDC (partenariat).

### **Soutien à trois secteurs de la vie villageoise**

En parallèle à l'aide de la Commune, la Commission « Liaison Roumanie » soutient trois secteurs importants de la vie du village, uniquement grâce aux dons d'une quinzaine de fidèles parrains meyrinois : l'action a été lancée en 1991 et est toujours d'actualité. Les trois secteurs sont décrits ci-après.

Afin d'assurer le suivi dans tous les domaines de l'aide et de favoriser les contacts avec les principaux partenaires locaux, les membres de la Commission ont jugé opportun de se rendre régulièrement à Sânmartin, suivant leurs disponibilités.



Photo: Danièle Wisard

### **Une classe enfantine aménagée par la Commission**

Les bénévoles du groupe « Liaison Roumanie » peuvent affirmer que le parrainage de Sânmartin, qu'ils ont à cœur de poursuivre, est bien une action de coopération à l'aide au développement. De plus, le partenariat avec la communauté de Sânmartin a aussi favorisé des liens d'amitié.

#### **1. Le secteur des écoles**

C'est de l'école de Meyrin-Village qu'est partie, en automne 1990, la première action en faveur de l'école de la commune de Sânmartin. Cela a commencé par une soirée organisée par l'école de Meyrin-Village au cours de laquelle environ 2 000 francs ont été récoltés. Cet argent a été transformé en matériel scolaire, qui a été transporté par camion en Roumanie lors de la première expédition de la Commission « Liaison Roumanie ».

Très rapidement, pour éviter les frais de transport et aider l'économie locale, la Commission a opté pour des achats sur place en Roumanie. Monsieur Ion Ionița, ingénieur-conseil chargé de l'accompagnement des travaux d'adduction d'eau, a servi d'intermédiaire entre les enseignants de Sânmartin et les membres de la Commission. Grâce à cette collaboration, les paiements pour les acquisitions ou les travaux ont toujours pu être effectués sur foi d'une validation faite par notre ingénieur-conseil. Ce système, appliqué dès le début des actions, offre la garantie aux donateurs que leur argent est utilisé à bon escient.

Le premier souci des membres de la Commission a été de doter chaque élève du minimum vital en matériel scolaire, sachant qu'une grande partie des fournitures devait être, à l'époque, payée par les parents. Ce matériel a été acheté sur place. Puis les achats se sont faits en fonction des besoins au cours des années (photocopieuse, ordinateurs, équipement pour la salle de gym, appareil photo, etc.).

Une réalisation dont la Commission est assez fière est la construction d'un bloc sanitaire pour l'école primaire, grâce à son insistance et son aide financière. Les anciennes toilettes

étaient dans un état désastreux ! Ce fut l'occasion de faire prendre aussi conscience aux enfants et à leurs parents des problèmes d'hygiène dans leurs habitations. De plus, un groupe de parents et d'enfants ont donné de leur temps pour aider à la construction.

L'école a d'ailleurs reçu un prix de la province pour cette réalisation et ses conséquences, et est souvent citée en exemple.

Lors de la construction de la nouvelle école pour les petits, la Commission a participé à plusieurs reprises à l'achat de diverses fournitures, pour l'aménagement de trois classes supplémentaires (plancher, portes, pupitres, chaises, tableaux noirs, etc.).

La Commission a aussi eu à cœur de venir en aide aux élèves gitans de la commune en fournissant le matériel pour ouvrir une classe qui leur soit destinée. Cela a bien fonctionné, malgré les problèmes que pose cette population, et a certainement porté ses fruits. En effet, la Commission vient d'apprendre que onze jeunes gitans (hors âge scolaire) suivent pour la deuxième année les cours d'un programme leur étant spécialement destiné, baptisé "Deuxième chance". Ce dernier consiste en des cours donnés quelques heures par semaine, une partie de l'année, pour leur permettre de rattraper une partie du retard pris dans l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et des mathématiques. Cela devrait leur faciliter la recherche d'un emploi.

La Commission a aussi participé à plusieurs reprises à l'aide financière au lycée agricole pour l'installation d'un laboratoire et de divers mobiliers, toujours fabriqués en Roumanie. De plus, une somme importante a été offerte pour l'achat du mobilier de la bibliothèque municipale, créée à l'instigation du Maire.

La dernière aide de la Commission va porter sur l'aménagement d'un Centre de documentation. Elle vient de donner



Photo: Danièle Wisard

Vue d'ensemble du laboratoire aménagé

son accord pour participer à l'achat de rayonnages et de placards fabriqués par un menuisier du village.

Depuis le début de l'action parrainage, qui a démarré en 1991, la Commission « Liaison Roumanie » a pu aider les écoles de Sânmartin pour une somme de CHF 20 000.- environ et elle espère vivement pouvoir continuer son soutien, grâce aux très fidèles parrains meyrinois. Le dynamisme de madame Klara Abraham, directrice des écoles, qui met beaucoup de force à améliorer les conditions d'enseignement, est encourageant pour les membres de la Commission.

*Situation actuelle* - Nous avons toujours de bonnes nouvelles de la part de la directrice générale des écoles, madame Klara Abraham, très impliquée dans son travail. Elle nous tient au courant de toutes les nouveautés, que ce soit dans le domaine pédagogique ou dans l'amélioration des divers bâtiments scolaires.

Le projet le plus important, en cours de réalisation, est la réhabilitation complète du bâtiment des classes de degrés V à VIII, grâce à un financement de l'Etat et des banques européennes que madame Abraham a réussi à obtenir. Ce sont de gros travaux de réfection avec la construction d'un nouveau corps de bâtiment et un second groupe sanitaire. Celui que nous avons offert appartiendra désormais à la salle de sport.

Nouveaux programmes pédagogiques : à destination des enfants pauvres en difficulté et programme « la deuxième chance » pour les enfants gitans.

Ce nouveau programme d'une durée d'une année est proposé aux enfants pauvres de familles mono-parentales ou désorganisées, etc. Les enfants reçoivent un déjeuner et bénéficient chaque jour de deux heures de cours d'appui pour les mathématiques, le roumain et l'anglais. Une classe spéciale a été ouverte comprenant des tables, un ordinateur et un vidéo-projecteur. Seules quelques écoles dans le pays sont dotées d'un tel programme.

Quant à la démarche « la deuxième chance », elle concerne uniquement les enfants gitans des classes I à IV du cycle primaire, qui reçoivent un « diplôme » s'ils ont suivi les quatre degrés avec continuité, car là est le problème !

L'aide donnée par l'Etat aux élèves de familles pauvres (matériel scolaire, transport pour certains) continue.

Notre projet pour les écoles : selon les projets de la directrice, nous offrirons au tout début 2012 la somme de CHF 1 500.- pour la fourniture de meubles, construits par un menuisier de Sânmartin et destinés au nouveau centre de documentation de l'école (bibliothèque).

Dans notre dernier courrier daté du mois d'octobre, madame Abraham adresse ces mots aux donateurs meyrinois et aux membres de notre Commission :



Photo: Danièle Wisard

### L'ancien dispensaire

« Nous sommes heureux de voir qu'après 20 ans vous avez de bonnes pensées pour nous. Nous nous rappelons de vous souvent et surtout de ce que nous avons appris de votre part, c'est-à-dire se préoccuper toujours des personnes défavorisées. Je renouvelle les remerciements, tant de ma part que de la part de la communauté scolaire, pour votre soutien permanent ».

Suit une invitation à nos membres, Arlette Kaeser et Gilbert Meuwly, de se rendre à Sânmartin en 2012 pour l'inauguration de l'école rénovée !

### 2. Aide au dispensaire de Sânmartin

Dès 1991, suite à l'action parrainage lancée par les membres de la Commission « Liaison Roumanie » de l'AHVM, l'aide apportée au dispensaire de Sânmartin n'a cessé d'exister et est toujours d'actualité.

En effet, le système de santé en Roumanie reste très problématique: un rapport de l'OMS dénonce des dysfonctionnements qui touchent gravement, entre autres, le secteur pharmaceutique du pays. Avec l'instauration de l'assurance maladie obligatoire, les dépenses afférentes au remboursement des médicaments sont de plus en plus élevées, alors que de moins en moins de patients en bénéficient.

De 1990 à 2000, chaque année, du matériel médical et des médicaments, souvent introuvables en Roumanie, ont été achetés chez Mediswiss (Zürich) sous la supervision d'un membre de la Commission, médecin, puis acheminés au dispensaire de Sânmartin. Par souci de simplification du processus et afin de responsabiliser le personnel du dispensaire dans la gestion des médicaments destinés aux personnes à faible revenu, la Commission a opté, depuis 12 ans, pour leur achat en Roumanie, démarche effectuée sous

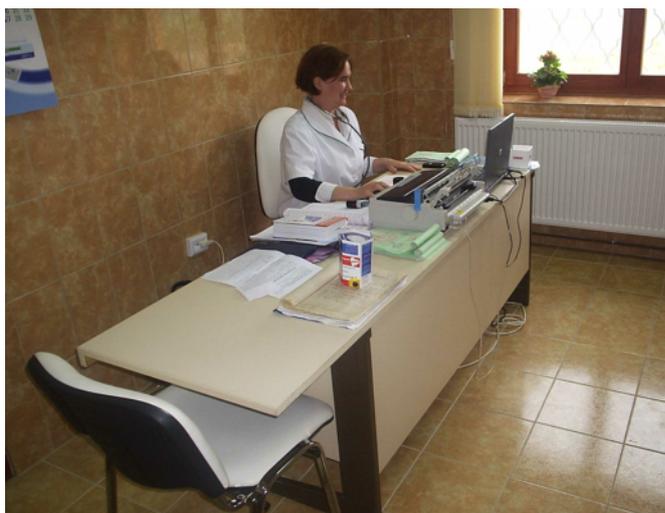


Photo: Danièle Wisard

### La doctresse Tamas dans son nouveau dispensaire

surveillance de notre Commission et de notre délégué à Bucarest.

Autre fait marquant, la mise en service en 2008, avec l'appui de la Commission, d'un nouveau dispensaire (cabinet médical), à la plus grande satisfaction de la doctresse, madame M. Tamas, et avec la reconnaissance de la population du village, qui peut ainsi bénéficier de soins dans un cadre agréable et respectueux des règles d'hygiène. L'étude de faisabilité de la construction de ce dispensaire a pu être financée par les dons parrainages et une dotation en matériel médical, tels un stérilisateur et un appareil ECG, a aussi été réalisée.

Sur le plan financier, depuis le début de l'intervention, la somme de 28 000 francs a été attribuée par la Commission à l'aide au fonctionnement du dispensaire.

Il nous paraît important de souligner que l'aboutissement de ce projet a non seulement permis d'améliorer le suivi médical global de la population, ainsi que les conditions de travail du personnel médical, mais également les liens de confiance établis avec la Doctresse Tamas, une personne qui a toujours fait preuve de diligence et de professionnalisme dans l'utilisation des ressources.

Pour le futur, le but des membres de la Commission est de continuer l'aide au dispensaire en donnant à la Doctresse la possibilité d'acheter des médicaments usuels, non remboursés par la caisse maladie et destinés aux patients à faible revenu, ainsi que du matériel médical pour l'équipement du dispensaire.

*Situation actuelle* - La Doctresse Maria Tamas, responsable du dispensaire de Sânmartin, nous a donné, dans un rapport, un survol de l'état de santé de la population.

En voici un extrait : dans un bilan de santé des élèves des classes terminales qu'elle a effectué il y a peu, elle a constaté

que beaucoup d'enfants ont des poux et que les parents n'ont souvent pas les moyens d'acheter le produit de traitement.

Autre problème chez les enfants gitans : un grand manque d'hygiène et les enfants boivent l'eau de la rivière (alors que nous avons fait installer des bornes fontaines d'eau potable près de leurs maisons) et, de ce fait, sont souvent malades. De plus, leurs parents (environ 50 à Sânmartin) quittent la Roumanie dès le mois de mai pour aller travailler comme saisonniers en Hongrie. Que deviennent alors les enfants ?

La préoccupation majeure de la Doctoresse Tamas est le problème de l'alcoolisme très répandu, aussi bien chez les femmes que les hommes (hépatites chroniques, cirrhoses). La Doctoresse Tamas, avec qui nous avons d'excellents contacts, nous a exprimé sa gratitude pour notre appui constant et pour la somme que nous lui avons offerte cette année, ce qui lui a permis d'acheter sur place des médicaments et du petit matériel, utiles au bon fonctionnement du dispensaire.

### 3. Le secteur des « enfants abandonnés »

A Sânmartin et dans la province de Harghita, la nouvelle prise en charge des enfants abandonnés est appliquée déjà depuis 1995. Il n'y a donc plus d'orphelinat à Sânmartin depuis cette date.

Les enfants sont placés dans des familles d'accueil par le Service de Protection des Enfants : c'est le système d'assistantes maternelles qui s'est généralisé dans tout le pays.

La sélection des familles est sérieusement étudiée. Une formation spécifique "d'assistante maternelle" est donnée aux personnes qui accueillent un ou deux enfants. Les "mamans d'accueil" doivent passer un examen de compétence tous les trois ans et une personne agréée assure le suivi des enfants dans les familles, une à deux fois par mois.

Les familles reçoivent une somme mensuelle à laquelle s'ajoutent les allocations familiales dont bénéficient tous les enfants en Roumanie. Ces indemnités sont considérées comme des salaires pour les assistantes maternelles, ce qui leur donne droit à un certificat de travail, donc à des droits salariaux et sociaux.

Les enfants placés dans les familles y restent en principe jusqu'à 18 ans et, en cas d'études, jusqu'à 26 ans. Depuis 1995, quasi tous les enfants de Sânmartin et des environs ont été maintenus dans leur famille d'accueil. Ils étaient environ 80.

Le suivi médical des enfants est assuré depuis 2003 par la généraliste du dispensaire de Sânmartin.

La suppression progressive des orphelinats au profit du placement des enfants dans les familles est un progrès social majeur en Roumanie.

L'aide que nous avons apportée à ces enfants de 1995 à 2005 a consisté en:

- achats importants de médicaments à usage pédiatrique, par le biais de "Mediswiss", puis achetés sur place en Roumanie ;
- achat sur place de poussettes, de biberons, de tissus pour les langes, de lait en poudre ;
- achat de manuels de psychiatrie infantile en langue roumaine
- achat d'un ordinateur pour la responsable des assistantes maternelles.

La somme totale destinée à cette aide durant ces dix années s'est montée à CHF 22 000.- environ.

*Situation actuelle* - L'aide n'est plus d'actualité, car les familles d'accueil sont maintenant suffisamment rémunérées.

### Conclusion

Le bilan de cette dernière année est à nouveau très positif. Nous avons à cœur de pouvoir continuer notre soutien aux habitants de Sânmartin, dont beaucoup sont devenus de véritables amis. C'est avec satisfaction que nous avons pu obtenir de nos autorités meyrinoises de nouveaux fonds pour aider à terminer le cycle de l'eau et, avec les dons parrainages, réaliser les projets en cours. Nous espérons maintenant que la demande faite à la DDC par le maire de Sânmartin – avec notre appui logistique et financier –, pour bénéficier du nouveau programme de la Contribution suisse à l'élargissement, aura une réponse positive. Elle devrait permettre l'achèvement des travaux de l'installation d'alimentation en eau potable, par la finalisation de l'assainissement des eaux usées à Sânmartin.

Danièle WISARD  
Responsable de la Commission  
« Liaison Roumanie »  
(Sélection: Hubert ROSSEL)



Photo: Danièle Wisard

**Portail sicule offert aux Meyrinois par les autorités de Sânmartin/Csikszentmárton et monté à la Campagne Charnaux**

## Projet « pompiers »

### Avril 2012 - Inauguration du centre régional de Livezi (BC)

Le 4e centre d'intervention incendie a été inauguré, celui de Livezi, est l'exception au projet, car il n'est pas né dans une commune partenaire d'une association OVR. Ce qui a motivé le Comité de pilotage et le Comité OVR-CH à le faire, malgré cela, est le fait que ce centre est créé dans la commune de Francisc Giurgiu, président d'OVR-Roumanie.

La réalisation de ce centre a été possible grâce au généreux soutien de l'Association Crissier-Sâmbăta de Sus qui a accepté le financement de l'acheminement du véhicule.

#### Association Crissier-Sâmbăta de Sus

Chers amis de Roumanie,

Notre association Crissier-Sâmbăta de Sus est heureuse de participer, même modestement, à la réalisation du « pôle pompiers » de Livezi et elle souhaite que cet équipement rende service à la population et contribue à sauver des biens et même des vies.

Elle s'associe, de loin, à vos festivités et souhaite le meilleur pour votre région et pour la Roumanie.

Crissier, le 11 avril 2012

#### Message envoyé par l'Association Crissier-Sâmbăta de Sus à la population de Livezi

La mairie de Livezi a, pour sa part, construit un garage pour y accueillir le camion. Les communes voisines de Berzunți et



Photo: Hubert Rossel

Prêts pour la présentation de l'équipement du tonne-pompe devant le garage construit par la mairie de Livezi

Bârzănești sont les partenaires de ce centre qui défend ainsi 3 communes, alors que les pompiers de l'ISU de la ville d'Onești interviendront en renfort.

Ambassade de Suisse  
Grigore Alexandrescu 16-20  
010626 Bucarest

*Chers amis,*

*Malheureusement, un agenda très chargé ne me permet pas d'être des vôtres en ce jour où vous inaugurez le nouveau centre d'intervention incendie de Livezi qui sera doté d'un camion d'intervention et de matériel provenant directement de la Suisse.*

*Il me tient toutefois à cœur de vous adresser un très chaleureux salut et de relever l'importance que revêt à mes yeux l'inauguration d'aujourd'hui. Elle symbolise mieux que tout les liens étroits entre la Roumanie et la Suisse, non seulement au niveau institutionnel mais surtout au niveau de leur population. Sans le dévouement et l'engagement personnel des membres de l'OVR Suisse, de l'OVR Roumanie, de l'Association Nendaz-Gherla, des autorités locales et des corps de sapeurs-pompiers réciproques, il ne serait pas imaginable de mener à bien le projet « 4 Centres d'intervention incendie dans 4 régions de Roumanie » dont le centre de Livezi fait partie.*

*Cette célébration est donc celle de la fraternité et de l'amitié, exprimée par la réalisation d'une action commune au combien utile pour les populations locales concernées et qui devrait déboucher sur un partenariat à long terme. En tant qu'Ambassadeur de Suisse en Roumanie, je ne peux que m'en féliciter.*

*Je formule mes vœux les meilleurs à tous et à toutes pour la suite de la collaboration et pour que la journée soit belle.*

*Jean-Hubert Lebet  
Ambassadeur de Suisse*

#### Message de l'ambassadeur de Suisse, transmis précédemment par M. Marc Bruchez, adjoint du Chef de Mission à Bucarest

C'est le 21 avril qu'a été remis aux autorités de Livezi et des communes partenaires ce véhicule d'intervention équipé à une équipe de pompiers volontaires qui, la veille, ont appris à utiliser le camion, ainsi que la moto-pompe.

Monsieur le Maire de Livezi  
Mesdames et Messieurs les Maires des localités partenaires du centre zonal,  
Autorités régionales et locales,  
Messieurs les représentants de l'ISU,  
Mesdames et Messieurs les représentants des autres centres régionaux de notre projet,  
Chers amis,

C'est un immense plaisir de vous adresser le cordial salut de l'Opération Villages Roumains-Suisse et du Comité de pilotage de notre action.  
« 4 centres incendie pour 4 régions de Roumanie », avec celui de Gherla (CJ) en fonction depuis plusieurs années, d'Oltina (Constanța) ouvert en 2009, celui de Deda (Mureș) inauguré en 2011...

Et voici donc, comme promis l'an passé à M. le maire Craciun, lors de nos différentes rencontres, l'ouverture et l'inauguration du centre zonal de Livezi, de ces locaux aménagés par la maire et de ce camion d'intervention.

Ce projet de l'OVR est un projet citoyen ambitieux qui, en fonction des soutiens, est appelé à se développer et toucher encore d'autres régions du pays. Un projet qui, en plus de la dotation en matériel, entend privilégier l'échange entre des partenariats OVR mais aussi des pompiers de Suisse et de Roumanie. Mais également soutenir la collaboration intercommunale pour chaque centre zonal et la collaboration régionale entre les centres.

Cela a déjà débuté aujourd'hui avec la délégation des bords du Danube, venue d'Oltina, qui a traversé tout le pays pour venir à Livezi, la délégation des bords de la Mureș, venue de Deda, et des bords de la Someș, venue de Gherla.

Aujourd'hui, une 4e étape importante est franchie avec l'ouverture du centre zonal de Livezi et la remise d'un camion.

Pour ce 4e centre, nous avons fait une petite entorse à la règle. En effet, les centres devaient se situer dans un village partenaire de l'OVR-Suisse. Cela n'est pas le cas à Livezi.

Mais vous avez bien plus que cela. Un homme formidable, disponible et compétent, qui ne compte pas ses heures en faveur des villages roumains et des relations d'amitié tissées à travers l'Europe... Un homme qui, à lui tout seul, vaut probablement tout un partenariat... Cet homme dont je veux parler, c'est bien évidemment notre ami Francisc Giurgiu, président d'OVR-Roumanie et membre du Comité de pilotage. Habitantes et habitants de Livezi et des communes voisines, si aujourd'hui, ce centre régional voit le jour, c'est en bonne partie grâce à Francisc qui a souhaité implanter dans sa commune le 4e centre de notre projet.

Merci à toutes et celles et ceux qui rendent ce projet possible et plus spécialement à mes deux collègues du Comité de pilotage de cette action, Francisc Giurgiu et Christophe Praz, pompier bien connu à Gherla. Un merci particulier aux responsables de l'IGSU Bucarest, de l'ISU de Bacău et du détachement de Onești, pour la parfaite collaboration.

Ce camion d'intervention équipé, transmis par l'intermédiaire de l'OVR, a été remis par l'ECA du canton de Vaud, alors que la logistique de cette action a été assurée par l'Association d'amitié Nendaz-Gherla. Merci également à Christophe Praz et à Michel Gauye, instructeurs pompiers, qui ont conduit ce camion à destination, à travers l'Europe, et assuré l'instruction des membres du SVSU sur ce véhicule.

Merci, enfin, à la Mairie de Livezi par M. le Maire Gion Craciun pour l'organisation de cette rencontre placée sous le signe de l'amitié.

Il me reste encore l'agréable tâche de vous inviter, amis représentants des centres régionaux de notre projet, pour la prochaine étape, qui se déroulera chez moi, à Gherla, du 22 au 24 juin prochain, par la remise par l'Association Nendaz-Gherla, aux autorités de la ville, d'un camion-échelle.

Je me dois également aujourd'hui d'être le porte-parole de deux partenaires importants de ce projet pour Livezi...

L'Association OVR Crissier/Sâmbăta de Sus qui, faute de partenariat, ont accepté de prendre en charge les frais d'acheminement de ce véhicule et qui vous adresse le message suivant (cf. encadré).

L'autre message que j'ai le plaisir de vous livrer aujourd'hui sont les quelques lignes adressées par M. l'Ambassadeur de Suisse en Roumanie qui vous transmet ce petit message :

*Comme nous le craignons, il ne sera pas possible pour notre Ambassade d'assurer une présence à Livezi et vous prions d'excuser notre absence mais nous sommes tous engagés, à un titre ou un autre à d'autres opérations. Toutefois, si un membre de l'Ambassade avait l'occasion de se rendre dans la région cette année, il va de soi qu'il ira présenter ses respects aux autorités de Livezi et rendre visite aux pompiers locaux. Je suis heureux de la collaboration de l'Ambassade avec l'OVR et aurai l'occasion de manifester le soutien des autorités suisses par ma visite à Gherla en juin prochain.*

*Je vous souhaite une magnifique fête... Cordialement... Jean-Hubert Lebet, Ambassadeur de Suisse*

Pour conclure, à titre personnel également, je tiens à vous dire que je suis particulièrement heureux de vivre cet événement avec vous, car la mise en place de ce centre dans la commune de Francisc, me tenait à cœur... Avec un souhait pour conclure... le même souhait que j'adresse aux régions de Deda, Gherla et Oltina... que ce camion reste le plus possible dans le local qui lui a été préparé, plutôt que sur les routes de vos villages.

Vive l'amitié entre la Suisse et la Roumanie...

**Discours prononcé par Pascal Praz au cours des cérémonies officielles de Livezi en présence des différentes autorités des communes invitées, ainsi que des partenaires suisses et roumains du projet**



Photo: Hubert Rossel

**Le Service Volontaire pour les Situations d'Urgence est localisé à la mairie de la commune, à Livezi**

Après une présentation du projet, la cérémonie de remise du véhicule s'est déroulée en présence de Mme le Préfet de Bacău, des autorités locales, des représentants d'OVR-CH (Pascal Praz, Christiane Béguin, Vera et Hubert Rossel et Christophe Praz) et des invités de notre projet (dont M. Pierre Lebacqz de PVR, Mme le maire de Deda et M. le maire d'Oltina).

Nous reprenons, en attaché, les quelques messages adressés lors de cette cérémonie.

Avec la création de ce 4e centre régional, le Comité de pilotage de l'action se tourne résolument vers l'avenir, afin de poursuivre le développement de ce projet.

**Actions 2012-2013**

En juin s'est déroulée, à Gherla, la remise d'une auto-échelle aux autorités de la ville, en présence de M. Jean-Hubert Lebet, ambassadeur de Suisse en Roumanie.



Photo: Hubert Rossel

**Prise de connaissance du matériel apporté avec la moto-pompe mobile**



Photo: Hubert Rossel

**La première intervention de Pascal Praz, traduite par Francisc Giurgiu, en présence du maire de Livezi**

Un transport de matériel, destiné aux pompiers des 4 centres régionaux d'intervention mais également à d'autres corps de sapeurs-pompiers issus de partenariats OVR-CH, a été organisé par l'OVR-CH et l'Association Nendaz-Gherla. Nous y reviendrons largement dans notre prochain Réseau.

La prochaine étape de notre projet devrait se dérouler, en 2013, du côté d'Oltina (CT), en collaboration avec les pompiers de Martigny (VS).

Les contacts avec les services officiels de l'ISU se poursuivent également...

Pour plus d'informations, vous trouverez les « Infos-Flash » de notre projet sur le site de l'OVR-Suisse.

Le Comité de pilotage du projet,  
Pascal PRAZ  
Francisc GIURGIU  
Christophe PRAZ



Photo: Hubert Rossel

**Le groupe de pompiers volontaires de Livezi devant le tonne-pompe qui équipe désormais le centre régional**

## « Școala noastră »

### Un documentaire sensible et profond sur les Roms

La journaliste, réalisatrice et écrivaine Miruna Coca-Cozma a co-signé un documentaire à la fois sensible et profond, non sans quelques touches d'humour, sur un programme d'intégration scolaire d'enfants roms. Touchés par cette problématique complexe, de nombreux membres d'OVR ont eu la chance de découvrir « Școala noastră » (1) ce printemps, film qui a été plusieurs fois primé sur le plan international (2). Suite à sa diffusion, *Le Réseau* a souhaité interviewer Miruna Coca-Cozma qui nous avait déjà fait l'honneur de participer à notre table-ronde lors des 20 ans d'OVR-CH (Crissier, 2009).

Alain NICOLA

**OVR : Le documentaire s'ouvre dans un hameau en bordure de la ville de Târgu Lăpuș au Maramureș, bénéficiaire d'un des fonds de l'Union européenne pour l'intégration d'enfants roms dans les écoles publiques roumaines. Comment avez-vous choisi de pointer votre objectif dans cette région-là ?**

MCC : En 2006, 30 villes de Roumanie ont reçu des fonds de l'Union Européenne pour l'intégration scolaire des enfants roms. Le film suit trois enfants roms, Alin, Benjamin et Dana qui participent à ce projet pionnier, parmi les premiers en Europe de l'Est. Si nous avons choisi la petite ville de Târgu Lăpuș avec Mona Nicoara, co-réalisatrice du film, c'est parce qu'elle nous apparaissait comme étant l'endroit idéal pour documenter un processus d'intégration réussi. Pourquoi réussi ? Parce que tout le monde avait envie que ça marche, il n'y avait aucune résistance de la part des parents roms ou roumains, ni des autorités de la ville. Sans oublier les enfants qui étaient heureux de pouvoir aller à l'école avec leurs collègues roumains, se faire des amis, jouer au football. Comme tous les enfants.

Et puis, pour la petite anecdote, la co-réalisatrice du film Mona Nicoara et le chef opérateur Ovidiu Marginean sont

(1) « Școala noastră » - « Notre école » (2011 RO/CH/USA), documentaire co-réalisé par Miruna Coca-Cozma et Mona Nicoară. Production: Sat Mic Films, Pipas Films, Motto Pictures.

(2) - Prix Sterling 2011, meilleur documentaire américain, Festival de Silverdocs, Etats-Unis.

- Prix du Jury *Graine de Cinéphage* 2012, meilleur long métrage documentaire, Festival international de Films de Femmes, Maison des Arts de Créteil, France.

- Grand Prix du Jury, meilleur documentaire à Human Rights Arts & Film Festival 2012 en Australie.

- Nomination pour le Prix Gopo Awards 2012, catégorie Meilleurs documentaires, Roumanie.

- Nominé pour le Silver Eye Awards 2011, meilleur documentaire de l'Europe de l'Est, République tchèque.

originaires de cette région. C'était donc un retour en terre connue.

**OVR : L'intégration scolaire, socialement complexe, l'est d'autant plus quand elle touche à une dimension ethnique. Qu'est-ce qui vous a motivée, avant même de partir à l'aventure du documentaire, à vous plonger dans cette thématique ?**

MCC : En tant que jeune journaliste en Roumanie, je me suis toujours intéressée aux sujets concernant le respect des droits humains, dans un pays qui, après la Révolution de 1989, découvrait la démocratie, la diversité, le respect des minorités. Un des premiers documentaires que j'ai réalisés – cv à l'âge de 21 ans pour mon diplôme de l'école BBC de télévision – avait comme sujet le vote des Roms lors des élections en Roumanie. C'était seulement quelques années après la Révolution, et la BBC formait les premiers journalistes de télévision. Il n'y avait pas d'école de journalisme à l'époque. Je suis partie à la rencontre d'une des communa-



Photo: Erin Casper

**La co-réalisatrice du film Miruna Coca-Cozma au festival du film Tribeca, à New York**

tés roms qui vivait à quelques dizaines de kilomètres de Bucarest. Ironie du sort, c'est dans ce même village que Tony Gatliff allait filmer, des années plus tard, « Gadjo Dilo ». Ce fut pour moi un « électro-choc », car j'arrivais avec des stéréotypes et des clichés plein les poches. Mais j'ai abandonné mes peurs pour aller à la rencontre de cette communauté, de ces gens qui avaient des rêves simples, comme nous les non-Roms : une vie meilleure, des espoirs, des rêves. J'étais là tout simplement pour les écouter et raconter leur histoire. C'était au tout début des années 90.

En 2006, c'est cette même démarche qui m'a poussée à aller tourner à Târgu Lăpuș : raconter une histoire. Pas la mienne, mais celle d'Alin, de Dana et de Benjamin. En posant la caméra à hauteur d'enfant. De faire vivre aux spectateurs ce processus complexe d'intégration scolaire à travers les yeux de ces enfants, telle qu'ils l'ont vécue.

Dès le début du tournage, il était évident pour nous qu'il s'agissait avant tout d'observer. Comprendre sans porter de jugement ou « servir » des explications réductrices. Car, dans notre film, il n'est pas question de désigner des « bourreaux » et des « victimes ».

**OVR : Durant 5 ans, Dana (16 ans), Alin (8 ans) et Benjamin (12 ans) sont suivis depuis le premier jour où ils se rendent à l'école. Dans quelles conditions avez-vous réussi à vous faire accepter avec votre équipe de tournage, tant par les enfants roms et leurs familles, que par les autres protagonistes et autorités ?**

MCC : Notre équipe a été très bien reçue parce que notre démarche a été claire dès le début pour les parents, les enfants et les autorités de la ville. Ils ont tous accepté qu'un tel processus soit documenté par une équipe indépendante. Nous avons l'appui du Ministère roumain de l'Education, ce qui nous a permis d'avoir un accès à l'école, de suivre en profondeur ce processus, en prenant le temps. La démarche documentaire est différente, elle prend du temps. Nous avons voulu faire comprendre aux gens que nous n'étions



Photo: Ovidiu Marginean

Alin

pas une équipe de télévision qui passe une heure pour filmer « un truc d'ambiance » et qui donne des indications aux protagonistes sur ce qu'ils doivent faire, dire ou rejouer des scènes.

Après plusieurs semaines de tournage, après avoir passé des moments chez eux, avec eux, des liens très forts se sont tissés. Forcément. Nous sommes retournées les voir plusieurs fois sans caméra. Pour les fêtes de Noël, je suis allée avec mes parents manger les *placinta* de Madame Boga, la mère de Dan, un des protagonistes du film, ou trinquer un verre de *horinca* avec le père de Alin. C'est cette relation de confiance qui nous a permis de tourner pendant plus de 4 ans à Târgu Lăpuș. Sentir la ville, connaître ses rythmes, c'est ainsi que nous avons réussi à dresser aussi le portrait d'une communauté avec ses relations complexes.

**OVR : La distribution des fonds européens aboutit parfois à un « serpent qui se mord la queue » : l'exemple de l'école délabrée, totalement reconstruite et qui ne reçoit finalement pas l'autorisation d'accueillir des élèves, par risque de ségrégation sociale. A votre avis, et d'un point de vue idéaliste, qui devrait piloter ce type de projets qui demandent une coordination complexe d'acteurs, afin de les rendre le plus optimaux possible ? Autorités locales, départementales, nationales, européennes ?**

MCC : Le point de départ du projet était de documenter sur comment les politiques d'intégration et les discours militants s'appliquent concrètement sur le terrain, comment le processus de déségrégation se déroule véritablement dans la vie de tous les jours des Roms et des paysans de Transylvanie.

Que faire ? Comment faire ? Depuis 2 ans que le film a été présenté dans plus de 60 Festivals à travers le monde, ce sont des questions qui reviennent régulièrement après les projections du film. Je n'ai pas de réponse toute faite, car je ne crois pas qu'il en existe qu'une seule. Avant d'imaginer des solutions, je crois qu'il est nécessaire d'évaluer la complexité de la situation et, surtout, de connaître la réalité du terrain. Sans cela, on ne peut pas concevoir de solutions viables. Il est bien beau de dire qu'« il ne faut pas faire de la ségrégation », qu'« il faut faire de l'intégration scolaire », mais au-delà des discours, la réalité quotidienne démontre à quel point des solutions mal adaptées et qui ne tiennent pas compte des besoins spécifiques de chaque endroit, sont vouées à l'échec.

Il y a certains aspects qui peuvent être réglés par des lois ou des jugements de la Cour Européenne des Droits de l'Homme (la ségrégation des enfants roms dans des écoles

qui offrent une éducation de qualité inférieure). Il y a aussi des problèmes structurels comme l'accès aux logements ou à l'éducation préscolaire des enfants roms qui doivent être pris en compte, pour ne prendre que ces exemples. Il y en a d'autres, malheureusement.

Au-delà de ces aspects, je crois que la vraie bataille à mener est celle avec nous-mêmes. Avec le racisme ordinaire que l'on tolère quand il s'agit des Roms. Avec les mécanismes de l'exclusion et de rejet que nous tolérons quand il s'agit des Roms. Les attitudes et les discours anti-Roms sont tellement répandus, que des mesures discriminatoires prises dans les pays européens, mesures qui seraient habituellement considérées comme inacceptables, passent presque inaperçues. Pourquoi ?

Avant même d'imaginer des solutions au niveau national ou européen, il faudrait commencer par nous, individus. Nous professeurs, nous prêtres, nous entraîneurs, nous autorités locales, nous voisins, nous Roms ou non-Roms face à des idées préconçues, des stéréotypes qu'il va falloir combattre pour permettre aux Roms d'occuper une juste place dans notre société. Pas à l'écart, pas en marge de la société.

Il n'est plus possible aujourd'hui de dire : « Ils n'ont qu'à trouver un boulot », « ils ne font que mendier et voler », quand on sait que la plupart d'entre eux n'ont pas accès au marché de l'emploi, aux soins médicaux et à l'éducation. C'est ce cercle infernal de la pauvreté qu'il va falloir rompre. A nous de faire le premier pas en étant conscients que les Roms, qu'on veuille ou pas accepter cela, sont la minorité la plus discriminée en Europe.

**OVR : Positivement parlant, quelle a été votre plus belle surprise durant le tournage ?**

MCC : J'avoue que j'avais quelques idées préconçues au début du tournage : je pensais qu'il y aurait plus de résistance de la part des parents roumains concernant l'intégration des enfants roms. Il y en avait eu dans d'autres pays, comme la Hongrie ou la Croatie, par exemple, ou dans d'autres villes en Roumanie. Mona Nicoara, activiste des droits de l'homme, avait, elle aussi, une conscience plus aiguë que moi des précédents historiques. Mais toutes les deux, nous avons ressenti la même chose : ce n'était pas de la simple tolérance mais de la vraie empathie envers les Roms. Et... ça nous a *déçu en bien*, pour reprendre une expression vaudoise.

**OVR : Pour les élèves roms suivis par votre caméra, la « chute finale » est un amer constat : après quelques années, ils se retrouvent dans une école spécialisée pour enfants avec déficiences. En rencontrant de nombreux acteurs du système scolaire actuel, pensez-vous**

**que l'école publique roumaine soit prête à évoluer vers plus de différenciation dans les apprentissages, en développant notamment les appuis scolaires ?**

MCC : Je ne suis pas sûre que le nerf de la guerre soit la différenciation dans les apprentissages. En tout cas, pas dans un premier temps. Il faudrait faire les choses dans l'ordre, étape par étape, à commencer par faire comprendre à tous les « acteurs » de l'intégration – parents, enfants, enseignants, collectivités publiques, acteurs sociaux et de la politique locale – que tous les enfants ont le droit de recevoir une éducation sans faire l'objet de discriminations.



Photo: Ovidiu Marginean

**Benjamin, dit « Beni »**

Même si la volonté d'intégration est là, et même si tout le monde s'accorde sur le fait qu'il n'est pas juste d'envoyer les enfants roms étudier dans des écoles ségréguées qui offrent une qualité d'éducation inférieure, changer la réalité est complexe. Nous n'avons pas essayé de donner des réponses ou des solutions dans le film, à chacun de vivre son expérience en le regardant. Mais je crois que l'on pose de bonnes questions : Comment des enfants roms peuvent s'intégrer dans une société qui, lors du tout premier contact, c'est-à-dire l'école, les confronte au rejet, à la discrimination et au racisme ordinaire ? Comment venir propres à l'école quand ils n'ont pas d'électricité, ni de l'eau courante à la maison ? Est-ce que les enfants Roms peuvent imaginer le succès quand ni leurs parents ni eux-mêmes ne l'ont jamais vécu ?

**OVR : L'éducation est un droit universel. C'est aussi une porte d'entrée pour l'intégration sociale. Pensez-vous que, dans la Roumanie de 2012, les enfants du monde rural, roms ou non-roms, ont les mêmes chances de formation que ceux des villes ?**

MCC : La distinction ville/monde rural est tout à fait pertinente et revient souvent dans les débats concernant l'école et l'éducation en général. Je n'ai pas un avis tranché sur cette question et ce n'est pas non plus un thème présent dans notre film. Mais il y a peut-être un point commun entre

l'éducation, dans le sens large du terme, dans le monde rural et dans les villes : c'est l'attitude envers les Roms. Le sentiment de rejet qu'ils ressentent quand ils arrivent dans une salle de classe. Le fait d'être toujours derrière. « Les Roumains devant », comme le disait Benjamin dans une des dernières séquences du film. De ville ou de campagne, le rejet reste tout aussi douloureux.

**OVR : Les projections de « Școala noastră » ont-elles soulevé de fortes réactions en Roumanie ?**

MCC : Avant la première du film en Roumanie nous étions très nerveuses, car conscientes qu'il s'agissait d'un sujet « sensible » pour le public roumain. Quand nous parlions autour de nous du tournage que nous faisons, la première remarque qui venait spontanément c'était : « Ah, bon ? Un film sur la ségrégation des Roms ? Quelle ségrégation, depuis quand ils sont ségrégués ? ».

Nous avons eu la chance de présenter le film dans le cadre du *Transylvania International Film Festival* (TIFF) à Cluj, ville qui se trouve à seulement quelques dizaines de kilomètres de Târgu Lăpuș. Une chance, parce que les organisateurs nous ont offert des conditions idéales pour une première projection en Roumanie : une soirée-événement pour une plus grande visibilité. Ils ont organisé le déplacement des protagonistes au Festival. Il m'est difficile de décrire l'éventail d'émotions que j'ai ressenties en revoyant Alin, Benjamin ou Dana après une année. Il m'est encore plus difficile de vous



Photo: Ovidiu Marginean

**Dana**

décrire les sentiments qui m'ont envahie face à l'accueil du public roumain après la projection dans la plus grande salle de la ville. Mais je me rappelle des yeux remplis d'étoiles de Dana en regardant le grand écran, et de la *standing-ovation* qui a duré plusieurs minutes. Voir une salle debout qui applaudissait sans relâche Alin, Beni et Dana, représentait pour nous le sentiment d'une mission accomplie. Les gens ont été touchés par l'histoire humaine de ces trois gamins avec leurs rêves brisés. Je n'oublierai jamais ce que Beni

nous a dit le soir, en rentrant à la maison : « C'est le plus beau jour de ma vie ».

Cette année, le film a été présenté à Botoșani, Râmnicu Vâlcea, Pitești, Baia Mare et Bucarest dans le cadre de « Zilele filmului romanesc », un festival itinérant à travers le pays (organisé par Voodoo Films, la compagnie de distribution de Cristi Mungiu, gagnant de la Palme d'Or au Festival de Cannes). C'est une caravane qui va de ville en ville, là où il n'existe pas toujours des salles de cinéma, pour promouvoir les meilleurs films documentaires roumains. Pour l'instant, on n'arrive pas à évaluer l'impact que notre film a eu en Roumanie, mais nous continuons à nous battre pour qu'il soit distribué dans les écoles et qu'il soit un outil pour la formation des enseignants roumains. C'est en tout cas l'engagement pris par le Ministère de l'Education après une projection du film à Bucarest, au festival *One World Romania*.

**OVR : Et ailleurs, dans des pays connaissant d'autres problématiques de cohabitation et d'intégration sociale, avez-vous eu des échos suite à sa diffusion ?**

MCC : Nous avons présenté le film dans plusieurs pays, des Etats-Unis à la Suisse, en passant par la Corée ou l'Australie. C'est incroyable de voir à quel point cette histoire est universelle et de quelle manière elle fait réagir les gens, souvent d'une manière semblable. Quand nous avons présenté le film à New York, dans le cadre du Festival de Tribeca, c'était extraordinaire de voir à quel point des enseignants américains, eux-mêmes confrontés à l'intégration des enfants provenant de différentes minorités, comprenaient les problèmes des enseignants roumains. Nous sommes face à un problème systémique, que l'on retrouve non seulement en Roumanie, mais aussi dans d'autres pays à travers le monde.

Alain NICOLA  
Miruna COCA-COZMA

Le film, sorti dans les salles romandes le 14 mars 2012, continue son chemin avec succès. Comme le mentionne notre site [www.ovr-suisse.ch](http://www.ovr-suisse.ch), il est possible d'organiser des projections spéciales pour des associations, des collèges ou des lycées, en présence de la réalisatrice. Il suffit de la contacter à cette adresse : [miruna@bluewin.ch](mailto:miruna@bluewin.ch)

Les prochaines projections prévues en Suisse Romande auront lieu à La Chaux-de-Fonds, projection spéciale au Club 44, le 23 octobre 2012, et à Aubonne, Cinéma Rex, à 20h30 - en présence de la réalisatrice -, le 12 novembre 2012.

## Coin bibliothèque : Roms - Rroms - Tsiganes - Tziganes

Nous profitons de l'occasion de cette interview, pour proposer quelques livres particulièrement intéressants pour découvrir la richesse et la diversité de la culture rom et « tsigane » en général. Même s'il y a eu une époque où, principalement en Roumanie, on a utilisé le terme de « Rrom » pour éviter toute confusion avec « Roumain », le terme politiquement correct et utilisé en français est *Rom* ou *Roms* (il s'accorde). Le terme « Roms » désigne les *Roms*, les *Sintés* (Manouches), les *Kalés* (Gitans) et les groupes de population apparentés en Europe, dont les Voyageurs et les branches orientales (*Doms*, *Loms*). C'est un terme qui englobe ainsi la grande diversité des groupes concernés, y compris les personnes qui s'auto-identifient comme « Tsiganes » et celles que l'on désigne comme « Gens du voyage ». Miruna Coca-Cozma, qui nous transmet ces informations, nous signale aussi que ce terme est accepté par les *Roms* eux-mêmes. Par contre, l'utilisation du terme de « gitan » ou « tsigane » ou encore « tzigane » (les deux sont utilisés) n'est pas accepté par la communauté, car il s'agit d'un terme exogène, utilisé principalement par les non-Roms.

La Rédaction

FONSECA Isabel, *Enterrez-moi debout – L'odyssée des Tziganes*, coll. « Latitudes », Albin Michel, Paris, 2003.

Pendant plus de quatre ans, la journaliste américaine Isabel Fonseca a suivi les Tziganes en sillonnant les routes de l'ancien bloc de l'Est, de Pologne en Bulgarie, de Slovaquie en Hongrie, visitant les bourgs les plus reculés de Transylvanie ou les bidonvilles les plus pauvres de Tirana en Albanie. Elle a appris leur langue, découvert leurs modes de vie, de survie souvent. Écoutant leurs histoires, essayant de décoder leurs tabous, devenant amie des grands-mères (système matriarcal oblige), des activistes, elle finit par rejoindre ceux qui se révoltent contre l'ostracisme et l'injustice dont ils sont, depuis si longtemps, victimes. Son travail de terrain, elle l'a fait non seulement en observatrice éclairée, (la bibliographie riche en fin du livre en témoigne) mais avec cœur, courage et compétence pour répondre aux questions qu'elle se posait depuis l'âge de 12 ans, lorsqu'elle voyageait en Hongrie avec sa grand-mère hongroise et ne comprenait pas pourquoi il y avait tellement « d'Indiens » à Budapest. De même, elle essaie de répondre à cette surprenante question : « Les Gitans ont-ils quelque chose qui les rend si détestés dans le monde entier ? ». Sans concession, à travers les rencontres, les semaines vécues seules dans des familles tziganes dans les différents pays, elle en dresse un portrait d'ensemble, de leurs cultures, de leurs mentalités, de leurs traditions sous l'éclairage de leurs histoires, mais aussi celle de l'Histoire et des événements dramatiques qui ont marqué l'Europe au cours des siècles et dont ils ont souvent été les premières victimes (esclavage, persécutions, rejet et mépris...), au même titre que d'autres peuples marginalisés. La journaliste ne cache rien des fonctionnements d'une société minée par l'obscurantisme, les archaïsmes, les tabous, les superstitions et le repli sur soi dont ils sont si fiers. Mais leur furieuse envie d'exister se manifeste par la création d'associations, de groupements de défense de leurs droits, d'audace pour enfin écrire et témoigner.

C'est ainsi qu'en guise d'introduction et d'avertissement, Isabelle Fonseca retrace l'histoire de la poétesse Papusza afin d'évoquer à travers le vécu de cette femme, combien il est complexe de démêler les fils de cette immense tresse que constituent l'histoire singulière et la culture de ce peuple. Le combat de Papusza pour exister et survivre n'aura pas été inutile car comme le dit Isabelle Fonseca : « L'emprisonnement du langage, en revanche, a peut-être eu l'effet opposé. Les mots et l'écrit de plus en plus, sont la pierre angulaire de l'identité tzigane moderne et de l'émancipation ».

*Enterrez-moi debout* a reçu le prix de l'Astrolabe 2003 au festival « Etonnants Voyageurs » de Saint-Malo. L'ouvrage a été traduit dans le monde entier.

PS : C'est en lisant « *Bury Me Standing - The Gypsies and Their Journey* » paru en 1995, que Colum McCann a découvert l'histoire de Papusza qui va lui inspirer *Zoli*.

\*\*\* \*\*

McCANN Colum, *Zoli*, coll. 10/18, « Domaine étranger », Belfond, Paris, 2007.

Inspiré de la vie de la poétesse rom, Bronisława Wajs, dite Papusza, née en Pologne en 1908 et décédée en 1987, le roman de Colum McCann est beaucoup plus qu'une histoire romancée. En donnant vie au personnage de Zoli, il retrace la vie d'une personnalité hors norme dans le contexte de sa famille, de son clan et de son époque. Ayant appris à lire et écrire en cachette, Zoli (Papusza) devient une chanteuse célèbre accompagnée par les harpistes de son clan tzigane, en interprétant les textes traditionnels, mais aussi ceux qu'elle a elle-même écrits. Célèbre dans toute l'Europe, plus de 30 recueils de ses poèmes ont été publiés par le poète polonais Jerzy Ficowski. Dans un premier temps, elle est adulée par les siens, fière de sa réussite et de l'aura qui rejillit sur tous. Mais, dans les années 1950, manipulée et utilisée à des fins de propagande par les autorités politiques comme exemple d'assimilation réussie, la poétesse est rejetée par les siens. Doublement coupable aux yeux de son peuple, car femme et écrivaine, elle enfonce le tabou qui interdit de transcrire ce qui relève de la tradition orale et, en laissant publier ses textes par un intellectuel polonais, un "gadgé", elle dévoile ce qui ne devait rester connu que des Roms eux-mêmes. Exclue, elle est bannie à vie et elle meurt dans l'oubli total en 1987.

Cependant, Papusza et sa poésie, sources de références de morale rom, de courage et d'espoir en un avenir meilleur durant la guerre et pendant la période communiste, est encore aujourd'hui une figure littéraire importante et populaire dans les milieux roms européens.

\*\*\* \*\*

HOULIAT Bernard, *Tsiganes en Roumanie*, Editions du Rouergue, Rodez, 1999 (Photographies, Antoine SCHNECK).

Après s'être immergés des mois durant dans tous les coins de la Roumanie et avoir rencontré tant de gens, l'auteur et le photographe témoignent de la diversité (et de la complexité aussi) de ce pays où les Tsiganes sont nombreux.

« Leur périple lève le voile sur un univers d'une richesse, d'une diversité, d'une complexité insoupçonnées. Au fil des mots et des images, ils font venir à nous dans leur vérité, des mendiants et des nouveaux riches dans leurs palais mirobolants, des forgerons et de fabuleux musiciens, des gens très ordinaires et de vrais nomades, des charognards, des évangélistes, des maraudeurs, d'anciens déportés, des chefs traditionnels, des fins politiques, des seigneurs,

des mégalomanes, des militantes familières d'Internet, des jeunes femmes surprenantes, des jeunes que l'on marie sans qu'ils aient leur mot à dire et des vieux qui s'aiment. Certains, résignés, ont oublié jusqu'à leur langue tandis que d'autres revendiquent haut et fort leur culture. » (4e de couverture)

La complémentarité des photos et des textes offre un véritable kaléidoscope de la vie des Roms en Roumanie.

\*\*\* \*\*

COLLECTIF, *L'exemple des Roms. Les Roms pour l'exemple*. Revue *Lignes*, N° 34, février 2011, dossier conçu et réalisé par Cécile Canut, et N° 35, juin 2011, textes réunis par Jacob Rogozinski et Michel Surya, *Nouvelles Editions Lignes, Fécamp*.

« Ce numéro de *Lignes*, ouvert à des penseurs impliqués de manières très diverses dans cette réflexion par le biais de la philosophie, de l'anthropologie, de la politique, de la littérature, de la géographie, de la sociologie ou de la linguistique, ou encore impliqués par l'expérience sur le terrain, ouvre le débat. » (Extrait de la présentation de Cécile Canut)

« La revue ne se contente pas de dénoncer la stigmatisation des Roms, ni de reprendre les discours des militants de la cause rom, au contraire, la revue *Lignes* s'interroge sur la pertinence d'une certaine façon de la défendre, cette cause. C'est la richesse de ce numéro : montrer à travers plusieurs approches, sous différents angles, toute la difficulté à employer une terminologie qui peut se retourner contre ceux qu'on défend. » (Extrait - France Culture, 21.02.2011)

\*\*\* \*\*

LIEGEOIS Jean-Pierre, *Roms et Tsiganes*, coll. « Repères », La Découverte, Paris, 2009.

Roms, Tsiganes, Gitans, Manouches, Gens du voyage... On en parle quotidiennement. Mais sait-on qu'ils forment la minorité la plus importante d'Europe ? Que sait-on de leur langue – qu'ils en ont une – et de leur culture ? La connaissance qu'on en a passe à travers le filtre de préjugés qui se sont sédimentés au cours de mille ans d'histoire et qui, souvent, viennent inspirer puis justifier les actions menées à leur égard.

Cette minorité transnationale existe par la force d'une organisation sociale qui a permis sa survie dans la dispersion et face à des traitements coercitifs : rejet, esclavage, envoi aux galères, extermination, assimilation. Il s'agit de communautés dynamiques, qui vivent une mutation profonde et se positionnent aujourd'hui en tant que partenaires des institutions nationales et internationales.

Roms et Tsiganes sont au cœur des enjeux sociopolitiques du XXIe siècle marqué par l'émergence des minorités et par le développement de la mobilité dans une Europe qui se voudrait sans frontières. Ils sont également au centre des réflexions sur le multiculturalisme. (4e de couverture)

Jean-Pierre Liégeois est enseignant à l'université Paris-Descartes où il a fondé, en 1979, et dirigé, jusqu'en 2003, le Centre de recherches tsiganes. Il fait partie du Groupe d'étude pour l'Europe de la culture et de la solidarité. Depuis le début des années 1980, il a travaillé en étroite collaboration avec le Conseil de l'Europe et avec la Commission européenne et a réalisé de nombreux ouvrages et rapports concernant les Roms et Tsiganes.

\*\*\* \*\*

YOORS Jan, *Tsiganes*, coll. « Libretto », Editions Phébus, Paris, 1990.

L'entre-deux guerres. Région d'Anvers en Belgique. Un gamin de 12 ans décide de s'approcher du campement de nomades qui s'est installé près de chez lui. Il fait la connaissance d'autres gamins de son âge et part avec le groupe tsigane qui l'accepte parmi eux. C'est à partir de cette fugue de 6 mois que Jan Yoors deviendra un vrai Rom Lovara, partageant la vie itinérante de la *kumpania*, apprenant leur langue, leur culture, leur religion... Ce récit passionnant et fascinant, véritable approche ethnologique, témoigne du concret, de la réalité vécue de l'intérieur au jour le jour. Un livre qu'on lâche pas...

\*\*\* \*\*

FAULIOT Pascal, FISCHMANN Patrick, *Contes des sages tsiganes*, Editions du Seuil, Paris, 2012.

C'est sans aucun doute par le biais des contes que l'on peut le plus facilement aborder une culture. Ces magnifiques histoires transmises de tous temps par la tradition orale méritent tout notre intérêt et notre attention. Pleins de poésie, d'humour et de sagesse, les personnages illustrent à leur façon les vécus d'un peuple trop souvent mis au ban de nos sociétés. Les Tsiganes sont, en Europe, la minorité la plus importante. Leur langue et leur culture méritent d'être reconnues. Enrichi d'une iconographie superbe et soignée, ce livre vous emmènera avec les « Fils du vent » sur des chemins à explorer.

*Le préambule de l'ouvrage nous livre l'esprit dans lequel il a été écrit :*  
« Au cours de l'été 2010, les auteurs se sont indignés de la campagne nauséabonde qui menaçait une fois de plus le peuple invisible. La réponse est venue comme le soleil. Si l'ignorance défigure le monde tsigane, la sagesse de ses contes réveille la conscience. Une perception capable non seulement de rendre à ceux qui sont méjugés, rejetés, leur véritable visage, mais aussi de semer dans notre espace dit civilisé ces perles rares que sont la liberté, la spontanéité et le respect. Nous y gagnons une autre vision du monde, précieuse à une humanité qui se nourrit de sa diversité. Ces récits édifiants nous inspirent à mieux considérer nos enfants, nos aînés, à gagner en foi, en poésie, en aptitude à vivre l'instant. Ils nous invitent à la rencontre avec l'autre, et au goût des choses simples et profondes, à partager en communauté. Puisse cette anthologie contribuer à répandre la sagesse tsigane et à illuminer le cœur des gadgés. »

\*\*\* \*\*

BERNARD Michel & R.P. CHATARD, *Zanko, chef tribal. Traditions, coutumes, légendes des Tsiganes Chalderash*, Editions du Vieux Colombier, Paris, 1959.

C'est une perle que l'on découvre par hasard chez un bouquiniste. Les textes transcrits à partir des récits de Zanko, un chef de tribu, dont le père Chatard a pu gagner la confiance et avec qui il a tissé des liens d'amitié, sont une mine pour ceux qui veulent bien aller plus loin dans la recherche de la compréhension de cette société d'apparence si secrète. La loi du silence est transgressée volontairement par le patriarche « afin de faire tomber les préjugés des sédentaires ». A lire et méditer.

Vera ROSSEL

(PS: Un *glossaire terminologique* raisonné du Conseil de l'Europe sur les questions roms peut être à consulté sur notre site Internet [www.ovr-suisse.ch](http://www.ovr-suisse.ch) > culture > bibliothèque)

## La recherche historique en Roumanie

### *Les enjeux institutionnels (II)*

Au début des années 90, juste après la chute du Mur de Berlin, la première question qui agita les esprits dans le champ de la recherche dans les pays de l'Est visait un possible et nécessaire éclatement des anciennes Académies, en tant que « patronnes » des réseaux de la recherche institutionnelle. Comme déjà mentionné à la fin de la première partie, la mise en question du système académique, dénoncé comme instrument de contrôle dogmatique d'inspiration communiste et, en l'occurrence, soviétique, allait de pair avec une volonté de renouvellement méthodologique. L'urgence de repenser les outils, les problèmes et, en fin de compte, la portée épistémologique de l'approche traversait toutes les prises de positions de cette période. D'autant plus dans le champ de l'histoire, profondément modelé par le dogme méthodologique du matérialisme historique dans sa version vulgaire et nationaliste, ce renouvellement était également accompagné par une volonté très forte, au moins dans les premiers mois de l'année 1990, d'ébranler les débris idéologiques et d'en écarter les historiens partisans serviles du régime défunt. Si justice fut faite au niveau des directions compromises et de la fermeture de quelques Instituts dédiés exclusivement à la propagande communiste, le projet de faire éclater le système des réseaux patronnés par les Académies des Sciences se heurta, partout à l'Est, à la résistance des universités.

Après une vague de contestation radicale estudiantine, les professeurs les plus compromis furent écartés et remplacés par des chercheurs provenant des Instituts des Académies, moins exposés à la pression idéologique que les historiens-enseignants. Cette migration de cadres affaiblit la recherche patronnée par les Académies.

Mais ce renouvellement rapide des cadres n'aboutit pas à une vraie *re-fondation* des départements d'Histoire des universités. La pression, parfois violente, des étudiants arriva très tôt à bout de souffle, en se heurtant à la résistance du corps des institutions : d'un côté, les Académies mêmes, déjà sérieusement mises en question, voulaient éviter à tout prix une hémorragie de leurs cadres ; de l'autre, les universités (comme ce fut le cas en Bulgarie et en Roumanie) protégeaient leur corps enseignant et tâchaient de le conserver. La résistance fut plus faible en Pologne, où les symboles communistes furent criminalisés, et les professeurs dissidents, tels les historiens Bronislaw Gyeremek et Karol Modzelewski, jouissaient d'une grande autorité morale.

D'autres priorités l'emportaient sur l'effort de purger les universitaires compromis : réformer les manuels scolaires et

préserver la mémoire du communisme, en conservant leurs archives, en danger d'être détruites.

L'inertie institutionnelle, tant au niveau des structures étatiques de la recherche qu'au niveau des universités, visibles partout dans cette région de l'Europe, n'allait pas étouffer complètement les efforts conjoints ou individuels engagés sur la voie de la réforme et de la rupture avec le passé. Le défi institutionnel était trop grand et les enjeux trop importants pour ne pas imaginer des alternatives capables de relancer la recherche historique, la production historiographique et le travail d'édition des sources. Or, pour pouvoir déclencher un tel processus, la priorité absolue fut de repenser la formation des nouvelles générations d'historiens et historiennes, tout en renouant les liens avec la recherche de pointe occidentale. La convergence de nos pays vers l'Europe des 15, quoique difficile et à rythmes historiques divers, s'avéra le vrai catalyseur de ces tentatives d'améliorer la formation à la recherche, surtout au niveau des études approfondies.

Presque naturellement, le regard d'un nombre assez restreint d'historiens roumains, hongrois, polonais et bulgares qui n'avaient pas trahi leur vocation professionnelle et européenne dans les années totalitaires, se tournait vers l'école historique la plus vivace, la plus dynamique de l'Europe au XXe siècle, la plus animée d'un esprit critique si nécessaire à la révision des outils de la recherche : l'école française des Annales, dont l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales de Paris reste l'expression institutionnelle la plus fidèle. Dans les années 90 s'ouvrait, dans presque tous les pays concernés, l'ère de la création institutionnelle, qui allait transformer d'une manière significative la formation à la recherche dans le champ de l'histoire et des autres sciences sociales. Passer en revue très brièvement les établissements qui, d'une manière plus ou moins décisive, se sont constitués comme alternatives à la formation universitaire nationale permettra de mieux comprendre le passage de nos sociétés cloisonnées pendant les régimes totalitaires vers des sociétés plus ouvertes, capables d'intégrer l'Europe.

Le premier exemple de cette création institutionnelle est l'*Ecole doctorale régionale en Sciences Sociales Europe Centrale*, fondée en 1996, à la suite d'un accord passé entre les organismes de la francophonie AUPELF-UREF (Association des Universités Partiellement ou Entièrement de Langue Française-Université des Reseter d'Expression Française) et un consortium d'universités ou de Grandes Ecoles francophones : Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales et Institut

d'Études Politiques (Paris), Université Libre de Bruxelles, Université de Laval (Québec), Université de Neuchâtel (Suisse). Ce réseau à l'appui, l'École Régionale en Sciences Sociales Europe Centrale, dont le siège fut établi à Bucarest, recrutait des étudiants en thèse (DEA et doctorat es-Histoire, Sciences politiques, Sociologie et Anthropologie), provenant des pays de la région, y compris de la République de Moldavie. Parmi les professeurs qui ont délivré des cours pendant l'année préparatoire à Bucarest, il faut rappeler les historiens Jacques Le Goff, Alain Boureau, Jean-Claude Schmidt, Robert Desimon, Jean-Yves Grenier, Pierre Nora, les sociologues Danièle Hervieux-Léger, Rose-Marie La Grave, les « politistes » Dominique Colas et Jean-Michel De Waele. L'établissement appuyait ainsi la formation des jeunes chercheurs qui avaient déjà intégré les universités ou les institutions de recherche des Académies de Sciences, soutenait les mobilités et l'accueil dans une École doctorale des universités du consortium. Un autre but fut celui de renforcer la francophonie dans l'enseignement et dans la recherche, surtout dans les pays où le français était traditionnellement la langue étrangère la plus utilisée. C'est pourquoi des professeurs roumains furent également invités à y donner des cours, à côté de leurs collègues étrangers. De surcroît, l'École régionale mit en place des partenariats avec des institutions ou des centres de recherches (tel le Centre d'Anthropologie juridique de l'Institut d'Histoire Nicolae Iorga), afin d'assurer un double encadrement de ses chercheurs étudiants en thèse.

Dans les pays où la francophonie était plus faible, comme la Hongrie et la Pologne, L'AUFELF-UREF mit sur pied des laboratoires (centres d'études approfondies), comme par exemple le Laboratoire franco-hongrois accueilli par le Département d'Histoire et des Lettres de l'Université Eötvös Loránd (dirigé par l'historien Gyula Benda) et le Laboratoire franco-polonais, monté auprès du Département d'Histoire de l'Université de Varsovie, sous la direction de l'historienne médiéviste Hanna Zaremska.

Fruit d'une initiative privée, la *Central European University* (CEU), à Budapest, prit naissance en tant qu'université régionale, immédiatement après 1990, avec la mission de soutenir l'innovation de la recherche et de l'enseignement supérieur, ainsi que les échanges académiques entre l'Occident et l'Europe orientale et l'Asie centrale. L'enseignement, délivré en anglais, est centré sur les études approfondies dans les disciplines des sciences humaines, sociales, les lois et le *management*. On doit à la CEU une contribution majeure à la formation des historiens médiévistes dans les pays de l'Est. Un Département d'Études Médiévales est censé organiser les études des deux cycles, sur la base des compétences pluridisciplinaires en histoire, paléographie, théologie, philologie, philosophie, littérature et histoire de l'art.

Néanmoins, le statut de la profession d'historien médiéviste connu, après 1990, des changements spectaculaires. A bien

des égards, la chute du communisme donna un coup de grâce à l'archéologie médiévale, plongée dans une vraie débâcle professionnelle et progressivement abandonnée par les Départements d'Histoire des universités, surtout après la réforme de Bologne. Par contre, quoique tout aussi marginalisée, la formation du personnel spécialisé dans les sciences auxiliaires de l'Histoire (paléographes-archivistes, conservateurs, numismates etc.), destiné aux institutions du patrimoine (archives, musées et bibliothèques) reprit dans des cadres autonomes. Enfin, en Pologne et en Roumanie, le retour dans le champ des études médiévales d'un nombre de religieux et religieuses ou de théologiens, autrefois interdits ou marginalisés, conduit au renforcement des compétences spécifiques.

Une troisième initiative indépendante fut le *New Europe College* (NEC), fondé à Bucarest en 1994, par le professeur roumain Andrei Pleșu. Membre d'un réseau européen, le NEC



Photo: www.presseurop.eu

#### Andrei Pleșu

assuma la vocation d'un Institut d'études approfondies interdisciplinaires (sciences humaines, sciences sociales, architecture). La mission du NEC est de fournir un cadre institutionnel de réflexion et des conditions de recherche aux jeunes doctorants et docteurs des pays des Balkans, de Moldavie, d'Ukraine, de Georgie, d'Arménie et d'Azerbaïdjan, grâce à des bourses de recherches, des mobilités, des conférences et des *workshops*. Parmi les historiens qui ont pu profiter des programmes et de la formation offerts par cet établissement, on doit compter surtout les « modernistes » et ceux qui s'intéressent au passé récent et à la mémoire du communisme.

Il n'y a pas de doute que la mobilité individuelle des jeunes historiens joua un rôle tout aussi important dans le renouvellement des écoles historiques des pays de l'Est que les institutions qu'on vient d'évoquer. Néanmoins, cette mobilité individuelle dépendait largement du choix des familles, de la capacité des moyens personnels, des occasions offertes ou saisies. Dans bien des cas, aller étudier dans une université européenne marquait une rupture sans retour avec le pays d'origine. A cet égard, le succès des établissements évoqués fut double. Non seulement, ils ont répondu à une demande satisfaite partiellement par un réseau national, mais ils ont garanti la réinsertion des jeunes chercheurs et leur lien sur place avec la recherche de pointe d'ailleurs.

Violeta BARBU  
Directrice de recherches  
Académie roumaine  
Institut d'Histoire « Nicolae Iorga »

## « Pour tout l'or du monde »

### ROȘIA MONTANĂ - Histoire d'un don empoisonné

Voilà plusieurs années que nous suivons l'évolution du dossier de Roșia Montană. Cette « saga », dont on se passerait bien, est une suite ininterrompue de rebondissements d'ordre politico-juridique, coiffés d'une surenchère économique qui fausse toutes les relations. Pour ne pas parler d'éthique, car il semble que ce mot soit totalement inconnu, tant du côté des détenteurs économiques que des représentants politiques concernés... L'évolution dramatique de la situation de la politique politicienne de ces derniers mois ne faisant qu'aggraver la donne déjà suffisamment complexe de la question !

Il n'est un secret pour personne que l'ONG *Opération Villages Roumains* a toujours été opposée à l'exploitation de la mine d'or, pour des raisons qui ont suffisamment été développées précédemment pour ne pas devoir y revenir ici <sup>(1)</sup>, en harmonie avec d'autres associations culturelles – internes ou non au pays – et avec l'Académie roumaine qui s'est clairement prononcée sur le sujet. Des communiqués d'agences de presse permettent de suivre les différents épisodes (et certains sont encore présentés dans ce numéro de la revue), mais rares sont les articles qui remettent cette évolution dans un contexte humain, dans une perspective qui tient compte de la dimension sociale. Deux exceptions peuvent être signalées, toutefois.

La première remonte au mois de janvier de cette année et a paru dans un quotidien genevois sous le titre: « Razzia mondialisée sur les réserves d'or roumaines ». Son auteur, Mathieu Delagarde, rappelle les étapes de cette privatisation suspecte qui s'est faite progressivement au cours de ces dernières années au profit de la puissance financière de la RMGC (Rosia Montana Gold Corporation), ainsi que l'implication du pouvoir politique roumain dans la question <sup>(2)</sup>. Il met aussi clairement en évidence la suspicion qui s'est développée entre les villageois et les problèmes posés par cette situation nouvellement créée.

La seconde exception est l'article ci-dessous, qui a paru dans le périodique *Partenaire-Partener* de nos amis belges de l'association *Partenariat Villages Roumains* (PVR) <sup>(3)</sup>. Il est le fait d'une jeune Roumaine, étudiante en anthropologie, qui a participé à un projet de recherche sur l'histoire de Roșia Montană. Elle laisse bien transparaître le désarroi de la population qui subsiste dans le village, confrontée à des oppositions d'un genre nouveau et à des tensions sociales, voire même familiales, qu'elle n'aurait jamais soupçonnées. Un éclairage triste mais révélateur...

La Rédaction

« Ici viennent débattre ceux qu'on nomme ONGistes, ou spécialistes de Hongrie, et d'autres encore venus d'autres villes du pays... A cela s'ajoute une sur-médiatisation de l'investissement. On est passé, selon moi, d'un investissement minier assez simple, à plus grande échelle que ce qui avait été fait en Roumanie auparavant, mais avec les mêmes principes, les mêmes méthodes, à une situation où tout le monde donne son avis, même des gens qui n'ont jamais vu une mine, qui ne savent pas ce que c'est; des gens qui ont vécu à Constanța au bord de la mer et qui viennent ici nous demander : "Oh qu'est-ce que vous faites ici ?", à cause de ce qu'ils ont entendu à la télé. "Vous détruisez, vous amenez du cyanure ? Qu'ils partent !" Ce sont eux qui donnent leur avis ? L'habitant d'ici reste,

regarde et dit : "Mais frère, c'est nous qui avons vécu ici ! Nous avons été mineurs, nous voulons décider nous-mêmes de notre destin !" » (Gheorghe Gruber)

Il y a maintenant un an que l'Université Catholique de Louvain (UCL) a développé un projet de recherche ayant comme but la réalisation d'un film documentaire sur l'histoire du village roumain de Roșia Montană, qui, selon certains, est le détenteur de la plus grande quantité d'or d'Europe.

Ayant une double approche – étudiante de nationalité roumaine suivant les cours en anthropologie de l'UCL –, j'ai participé au projet *Pour tout l'or du monde*, initiative réunissant un groupe d'étudiants belges en anthropologie et communication et quelques étudiants roumains, à la suite d'un partenariat entre l'Université Catholique de Louvain-la-Neuve et l'Université de l'Ouest en Roumanie. Dix jours de terrain dans un village fatigué de recevoir les visites des journalistes, chercheurs, « ONGistes », politiques ou investisseurs. Pour les touristes saisonniers,

(1) Un simple coup d'œil sur le site Internet de l'association permettra d'en avoir un survol rapide: <http://www.ovr-suisse.ch/rosia-montana>.

(2) DELAGARDE Mathieu, « Razzia mondialisée sur les réserves d'or roumaines », in: *Le Courrier*, Genève, 24 janvier 2012. On peut consulter l'article sur le site du journal: [http://www.lecourrier.ch/razzia\\_mondialisee\\_sur\\_les\\_reserves\\_d\\_or\\_roumaines](http://www.lecourrier.ch/razzia_mondialisee_sur_les_reserves_d_or_roumaines).

(3) L'article a paru dans le N° 20 du 15 septembre 2011, pp. 8-11. Merci à la Rédaction du périodique et à son auteur d'en avoir permis la reproduction.



Photo: Luminița Mandache

### Pendant le projet de recherche sur Roșia Montană

Roșia Montană est un lieu de passage, paysage presque statique, gelé sous des grosses couches de neige pendant l'hiver, vert et nostalgique pendant le printemps et bruyant pendant l'été. Un village où les maisons abandonnées au bord de la route rappellent les souvenirs d'un passé vif, sinon gai et riche. Et les quelques villageois qui y restent peuvent à peine être appelés une communauté.

### Quand on a goûté à la pomme de la discorde...

En 1996, après que la mine d'Etat a cessé toute activité, sous la nouvelle ère de la privatisation, un premier acteur s'est montré intéressé pour exploiter les ressources : l'entreprise Gabriel Ressources (cotée à la Bourse de Toronto, Canada, comme le site officiel le précise). Un an après, est créé l'entreprise EURO GOLD RESSOURCES S.A. (nom changé en 2000 sous l'appellation de « Rosia Montana Gold Corporation »). Cette société regroupe Gabriel Ressources (80,46 % des actions), l'entreprise d'Etat Minvest Deva (19,31 % des actions) et quelques actionnaires minoritaires (0,23 % des actions). La société la plus importante, l'entreprise Gabriel Ressources, a ses fondements solidement implantés aux Etats-Unis, pays d'où proviennent les investisseurs de plus de 80 % de ses actions, l'actionnaire majoritaire étant Newmont Mining, le deuxième producteur d'or du monde. En 1999, RMGC obtient une licence de concession pour pouvoir exploiter les ressources d'or et d'argent. En 2000, RMGC finance un projet de recherche et ainsi, en 2001, démarre le Programme National de Recherche « Alburnus Maior » par décision du ministère de la Culture, en collaboration avec le Musée national d'Histoire de Roumanie, et encore 21 institutions roumaines spécialisées et 3 étrangères. Selon les informations officielles fournies par le site de RMGC, à partir de 2001 l'entreprise a commencé et

poursuit une étude de faisabilité qui s'actualise régulièrement.

En avril 2002 le Plan d'Urbanisme Général de la commune de Roșia Montană est finalisé, et dans la période de juin 2002 – février 2008, « RMGC fait l'acquisition de propriétés dans la région du projet, sur la base d'un Plan d'action pour rétablissement et déménagement, en conformité avec les standards de la Banque Mondiale et de l'IFC (International Finance Coopération) ». Des maisons en bon état, avec parfois les rideaux aux fenêtres ou quelques vêtements jetés sur le sol « prouvent » que les gens sont sortis en vitesse, comme si une menace les aurait poursuivis, la menace d'un don empoisonné.

Durant la période qui suit, RMGC organise environ 16 débats publics qui induisent 39 changements du plan initial et une réduction de la zone initialement visée pour l'exploitation. Malgré les diverses oppositions et changements d'opinion de l'Etat roumain (par le ministère de la Culture et le ministère de l'Environnement), RMGC continue à acheter des propriétés dans le village (détenant pour l'instant plus de 50 % du centre du village) et développe l'infrastructure locale. Les habitants qui ont décidé de vendre leurs terrains ont eu à choisir entre faire une acquisition propre, c'est-à-dire déménager dans l'une des villas construites dans le quartier *Recea* d'Alba Iulia (quartier spécialement construit pour les ex-villageois de Roșia Montană) ou attendre pour déménager dans une nouvelle commune qui sera construite (à Piatra Alba, près de Roșia Montană).

### Le résultat de deux forces : une tension

Dans le village se ressent une pression, une attente presque angoissante, une tension qui n'arrive jamais à libérer son énergie. On arrive, on s'installe sur la Grand-Place du village et les gens débute la conversation en demandant : « Où t'es logé ? ». Comme ça, ils savent, dès le début, ou te « mettre » : tu es pour ou contre le projet. Les différents acteurs portent des discours différents, chacun avec sa position plus ou moins « politique ». La place du village s'est transformée en un centre de pouvoir de forces, où chacun essaie d'exprimer son point de vue le plus fortement possible. On a donc, sur la Place de Roșia Montană, le Centre d'Information Soros (la Fondation Soros étant l'acteur le plus motivé contre l'initiative de RMGC) et, à côté, une épicerie (dans le même bâtiment, raison pour laquelle les propriétaires de l'épicerie sont devenus activistes contre – RMGC). A côté, se trouve le Centre d'Information RMGC, le Musée des Apuseni (bâtiment RMGC, monument historique transformé en

musée). La Place continue dans un troisième angle avec le Musée de la mine et le centre *Pro Dreptatea* (les deux financés par RMGC). De ce fait, le rapport des forces est assez tendu. D'un côté, RMGC et, de l'autre, Soros. Les tensions ont modelé le village – à l'extérieur mais aussi à l'intérieur.

On rencontre parmi le peu de villageois, un jeune homme blond, cachant un regard fatigué de lectures derrière une paire des lunettes, en chemise, blue-jeans et bottes d'hiver, présence « occidentale », contrastant avec le paysage gris du village. Souriant et enthousiaste, il nous raconte l'histoire du musée dont il est responsable en tant qu'archéologue employé par RMGC. Et il ajoute : « *C'est vrai, la communauté d'ici est partagée... mais pas en deux. Car cela suppose qu'il y a une parité, une égalité... D'après ce que j'ai vu ici pendant huit ans, il s'agit plutôt d'une communauté en attente, en déroute... une communauté qui veut que quelque chose se passe, quelque chose qui n'a pas lieu mais que l'on reporte. Et, de là, sont nées toutes sortes d'antagonismes... Mais pas tant des antagonismes institutionnels que personnels ; par exemple des familles, qui ne suivent pas une trajectoire normale* » (Cristi Plantos).

Donc, il y a, d'un côté, le groupe des villageois qui soutient l'investissement à tout prix. Leur principal argument étant « *On est mineur, on a toujours vécu de ça; pour nous, il n'y a pas d'importance à accorder au sujet de l'exploitant. On veut travailler dans la mine. La mine c'est la vie* », comme témoigne Ștefan Oprisa, mineur et maintenant chargé d'une ONG locale. Ștefan Oprisa a une histoire un peu particulière. Quand on est allé parler avec lui, il nous a dit qu'on n'était pas les premiers ; il a déjà



Photo: [www.courrierinternational.com/files](http://www.courrierinternational.com/files)

**La RMGC acquiert non seulement des propriétés privées mais aussi des bâtiments publics**

parlé pour *Euro News* et il est apparu à la télé. Maintenant, il habite avec sa femme, professeur dans un village voisin, dans une villa à quelques kilomètres de Roșia Montană. Il a aussi vécu dans le village mais a décidé de vendre et de déménager. Avec l'argent, il a construit une villa, a acheté une Audi dernière série, qui occupe son garage, et a aussi construit une villa pour ses garçons qui habitent en ville, à Alba Iulia. Maintenant, il travaille encore pour RMGC comme ingénieur, mais il est aussi chargé de l'ONG *Pro Dreptatea*. Etonnée par cette productivité, je lui ai demandé comment il a pu faire tout cela en un temps si court. Et il m'a répondu « *Oui, j'ai toujours travaillé. Je travaille beaucoup. Dans la période communiste, je n'ai jamais pris de vacances, j'ai toujours préféré travailler. Et maintenant, avec RMGC c'est plus facile... vous comprenez* ».

Ce groupe de villageois s'est réuni autour de deux ONG: *Pro Dreptatea* et *Pro Roșia*, toutes les deux financées par RMGC, mais pas de manière évidente. Les ONG se sont positionnées sur la Place, à côté du bureau central de RMGC. Le but de *Pro Dreptatea* est de maintenir la tradition minière dans le village, par un musée où sont exposées des photos et des outils traditionnels utilisés dans les mines d'antan, et d'aider les familles, surtout les vieux, du village par des projets sociaux (*Pro Roșia*).

De l'autre côté, se trouvent les villageois qui ne veulent pas quitter le village, car c'est l'endroit où sont nés leurs parents, leurs grands-parents, et où se trouvent aussi leurs tombes, comme le raconte une vieille dame. RMGC a trouvé une solution à ce dernier problème, déménager les cimetières. Propos qui fait rire les vieux et les prêtres. Cristi Plantos, l'archéologue de RMGC, soutient cette solution en argumentant que dans l'histoire on a rencontré pas mal de situations semblables. A côté de cela, c'est aussi le fait qu'il y a encore des villageois qui travaillent la terre. Maria, une vieille femme qui habite avec sa fille, ne vit pas de sa pension, mais bien de son petit jardin et de sa vache. Que va-t-elle faire s'il faut déménager dans la ville, se demande la vieille femme. Où va-t-elle travailler? Ce mouvement s'est consolidé autour de l'ONG *Alburnus Maior* et de la Fondation Soros, toutes les deux contre le projet de RMGC.

Il faut aussi mentionner que, dès que l'entreprise s'est installée dans le village, on a interdit la construction d'autres bâtiments, ainsi que le lancement d'autres projets économiques, et c'est pour cela qu'aujourd'hui, à Roșia Montană, il n'y a que quatre à cinq magasins où les habitants peuvent s'approvisionner.

### « Un petit drame » sans acteur principal

« Ici, avec cet investissement qui tarde toujours, une pression importante a été mise sur les habitants. Vous savez, les gens ici ne sont plus comme ils étaient avant. Certains sont partis, mais je parle de ceux qui sont restés. Depuis que l'on retarde cet investissement, les gens sont sous pression. Ce qui veut dire : à quel prix vendre ? Mais tout d'abord : est-ce que je vends ma propriété ? Si je ne vends pas, ne revenez plus chez moi ! C'est vrai que RMGC n'insiste pas, si quelqu'un dit non, c'est non. Mais, autour de lui, ce sont d'autres qui vendent, et il se retrouve seul. Mais ceux qui vendent ont une autre pression : à quel prix est-ce qu'on vend ? Comment est-ce qu'on vend ? Le voisin, à combien a-t-il vendu ? Et la sœur, le frère, ils ont vendu à quel prix ? Où est-ce qu'on va partir, qu'est-ce qu'on fait ? Est-ce qu'on va s'accommoder ? Etc. Imaginez-vous qu'ici toutes sortes de problèmes apparaissent. Et évidemment, cet état d'attente n'a pas été positif du tout pour la communauté. Je n'aurais jamais cru que des parents, amis, frères, deviendraient ennemis », témoigne Gheorghe Gruber, directeur de la mine dans sa jeunesse.

A la télé, on parle de l'environnement, du danger écologique qui menace la faune et la flore de ce petit village caché dans les Carpates roumaines. On parle aussi des lois qui passent, s'arrêtent, se bloquent, se heurtent face à des oppositions idéologiques. « Selon moi c'est un petit drame qui s'est produit ici. Je ne sais pas pourquoi, mais cet aspect social – pour l'instant du moins –, à Roșia Montană, est négligé. On vient, on discute de la faune de Roșia Montană, de la flore, de la végétation que l'on détruit, qu'on pollue je ne sais quelles eaux, mais absolument personne ne parle de l'homme ! Mais attendez, ces gens... qu'est-ce qu'il leur est arrivé ? », témoigne encore le même Monsieur Gruber.

Et l'Etat roumain ? Un acteur parmi d'autres, comme l'appellent les anthropologues Jean-Pierre Olivier de Sardan et Pierre Joseph Laurent. Il ne joue qu'un rôle secondaire, le même que les Etats latino-américains face aux investissements « occidentaux », mais avec un accent européen, et moins d'exercice pour une véritable prestation, évidemment.

Dix jours après avoir vécu la vie d'un paysan à Roșia Montană, après avoir goûté une satisfaction piquante – celle de voir mes collègues belges s'étonnant devant les routes de campagne, les « délices » culinaires roumaines, ainsi que la convivialité tellement profonde avec la nature –, j'ai quitté le village dans un état d'esprit qui basculait



Photo: [wikimedia.org/wikipedia/commons](http://wikimedia.org/wikipedia/commons)

**La « Grand-Place » du village, lieu de concentration de toutes les causes opposées et contradictoires...**

entre mal physique et fatigue. Les épaules fatiguées, un mal angoissant, la tête pleine d'idées contradictoires, les oreilles chargées d'histoires différentes venant de positions divergentes.

Le temps a passé, on s'est mis à travailler pour notre film, en se rendant compte que la « maladie » avait commencé à s'épanouir. Entre nous se reproduisait le modèle du village, mais avec une tension plus faible. Une histoire qui voulait à tout prix continuer son trajet et voyager, hors du village, hors du pays, hors du cadre quotidien.

Maintenant, un an plus tard, je lis les nouvelles écrites par la presse roumaine sur le projet Roșia Montană : on a créé le Groupe Indépendant pour la Surveillance du Patrimoine Culturel de Roșia Montană (réunissant une série de chercheurs et académiciens, RMGC fait de nouvelles études d'impact pour le petit village, la société civile organise une nouvelle édition du concert « Fan Fest », dont le but est la critique de l'initiative RMGC, et le Parlement européen ressent la lassitude de suivre un film qui ne va nulle part.

Et moi ?

Moi, j'ai dans la tête les mots de Monsieur Gruber qui résonnent : « On vient, on discute de la faune de Roșia Montană, de la flore, de la végétation que l'on détruit, qu'on pollue je ne sais quelles eaux, mais absolument personne ne parle de l'homme ! Mais attendez, ces gens... qu'est-ce qu'il leur est arrivé ? »

Luminița-Anda MANDACHE

## de Roumanie - Nouvelles de Roumanie - Nouvelles de Roumanie – Nouvelles Spécial « Roșia Montană »

Les informations transmises ici remontent déjà au printemps de cette année, mais elles sont un parfait exemple des implications de la politique politicienne sur la question. La rotation des responsables ministériels continue toujours à l'heure actuelle...

La Rédaction

### Revers en justice pour un projet controversé de mine d'or

Un tribunal roumain a invalidé un certificat d'urbanisme crucial pour l'ouverture d'une mine d'or dans le village de Rosia Montana (nord-ouest), un revers pour la compagnie canadienne Gabriel Resources à l'origine de ce projet controversé.

La cour d'appel d'Alba Iulia (centre) a maintenu une décision prononcée en première instance constatant l'illégalité du certificat d'urbanisme délivré par le conseil municipal en 2009 au profit du groupe canadien, qui détient 80 % de la compagnie Rosia Montana Gold Corporation (RMGC).

D'un point de vue juridique, cette décision renvoie la RMGC à la case départ, au stade où ils étaient il y a 10 ans ou plus, lorsque le projet a pour la première fois été évoqué, a déclaré à l'AFP l'avocat Marius Harosa, qui a représenté devant la justice plusieurs ONG adversaires de cette mine.

Selon lui, un premier certificat d'urbanisme délivré en 2002 avait déjà été invalidé par la justice en raison d'un conflit d'intérêt alors que plusieurs conseillers municipaux étaient également employés par la compagnie canadienne.

Le président de Gabriel Resources Jonathan Henry a évoqué dans un communiqué transmis à l'AFP la décision irrévocable de la Cour d'Alba Iulia concernant le document de 2009, mais a soutenu que le certificat de 2002 était toujours valable et légal.

La compagnie confirme que les procédures en vue d'obtenir les autorisations requises, qui sont très avancées, continuent, a-t-il ajouté.

Mais l'association Alburnus Maior, l'un des principaux opposants au projet, a souligné dans une lettre au Premier ministre et ministre de l'Environnement par intérim Mihai Razvan Ungureanu que ces procédures ne pouvaient pas continuer en l'absence d'un certificat d'urbanisme valable.

Suite à la décision de la Cour d'appel, le ministère de l'Environnement se trouve dans l'impossibilité de poursuivre les procédures d'évaluation de l'impact sur l'environnement de ce projet, a indiqué l'ONG.

Les défenseurs de l'environnement et du patrimoine s'opposent à ce projet en raison de l'utilisation prévue d'une moyenne de 12.000 tonnes de cyanure par an et de la destruction partielle de galeries minières romaines.

La compagnie met de son côté en valeur son apport à l'économie roumaine en annonçant un investissement de 1,7 milliard de dollars et affirme respecter toutes les réglementations européennes. (AFP, Bucarest, 6 avril 2012)

\*\*\* \*\*\* \*\*\*

### Echec de la vente d'une mine de cuivre à un groupe canadien

Les négociations sur la vente de la société roumaine Cupru Min, qui contrôle 60 % des gisements de cuivre du pays, ont échoué suite au

refus de l'acheteur canadien, Roman Copper, de déposer une caution pour la protection de l'environnement, a annoncé le ministre de l'Economie.

Le gouvernement roumain avait demandé aux Canadiens de verser 32,27 millions d'euros sur un compte bancaire comme garantie de leurs prochains investissements dans la protection de l'environnement de la zone, a expliqué tard dans la nuit de vendredi à samedi le ministre Lucian Bode.

Bucarest exigeait également le versement des 200 millions d'euros promis par Roman Copper pour le rachat de la mine dans un délai de 30 jours après le feu vert du Conseil de la concurrence.

Roman Copper n'a pas accepté ces conditions. Nous allons analyser la situation et sommes prêts à relancer la procédure de privatisation, a déclaré M. Bode.

Dans un communiqué transmis au site d'informations HotNews.ro, Roman Copper affirme toutefois que les deux parties ont abouti à un accord verbal, se disant prêt à le mettre intégralement en oeuvre.

Cet accord comprend les conditions exigées par le gouvernement et acceptées par Roman Copper, même si elles n'ont pas figuré dans le contrat présenté lors de la mise en vente de Cupru Min, a indiqué le société canadienne.

Nous estimons que nous avons un contrat valable et contraignant et allons continuer à coopérer avec les autorités afin de clarifier cette question, selon la même source.

Le ministère de l'Economie avait annoncé fin mars le rachat de Cupru Min par Roman Copper, une compagnie inconnue jusqu'alors.

Trois autres compagnies avaient participé aux enchères: Oz Minerals (Australie), Dundee Holding (Pays-Bas) et Ellatzite-Med AD (Bulgarie).

Cupru Min détient une mine de cuivre à Rosia Poieni (nord-ouest), avec des gisements d'un million de tonnes, figurant parmi les plus importants d'Europe et estimés à plus de six milliards d'euros.

La compagnie, dont plusieurs tentatives de privatisation ont échoué ces dernières années, avait été mise à prix 60 millions d'euros.

Cette vente faisait partie des engagements de Bucarest auprès du Fonds monétaire international (FMI).

Mais les analystes ont critiqué la décision de Bucarest de vendre cette société à une compagnie sans expérience en matière d'extraction, créée par une banque d'investissement spécialisée dans le rachat de petites entreprises. (AFP, Bucarest, 7 avril 2012)

\*\*\* \*\*\* \*\*\*

### Nomination d'un nouveau ministre de l'Environnement

Le président roumain Traian Basescu a accepté mardi la nomination du député Attila Korodi au poste de ministre de l'Environnement, quelques jours après la démission de l'ancien titulaire, soupçonné de corruption, a annoncé la présidence.

M. Korodi, membre de l'Union démocratique des Magyars (UDMR, alliée au gouvernement) comme son prédécesseur Laszlo Borbely, avait déjà occupé cette fonction entre 2007-2008.

Il s'agit d'une grande responsabilité pour moi, car le ministère de l'Environnement est appelé à jouer un rôle important jusqu'aux élections législatives prévues en novembre, a déclaré M. Korodi aux journalistes.

Ce ministère devra notamment se prononcer sur les autorisations demandées par de grands groupes tels le canadien Gabriel Resources, pour l'ouverture d'une mine d'or controversée à Rosia Montana (nord-ouest) et par l'américain Chevron pour l'extraction de gaz de schiste.

L'ancien ministre Laszlo Borbely est soupçonné de trafic d'influence et de faux dans ses déclarations de patrimoine, des allégations qu'il rejette.

Selon le parquet anticorruption (DNA), il aurait usé de son influence en 2011 pour aider une entreprise à obtenir un contrat avec l'Administration nationale des eaux, en échange de travaux gratuits d'aménagement d'une valeur de 20.000 euros dans l'un de ses appartements.

Afin de pouvoir engager des poursuites à son encontre, le DNA doit obtenir la levée de l'immunité dont il bénéficie toujours, en tant qu'ancien ministre. (AFP, Bucarest, 10 avril 2012)

\*\*\* \*\*

#### **Mine d'or : le nouveau ministre de l'Environnement prudent**

Le nouveau ministre de l'Environnement roumain, Attila Korodi, a déclaré mercredi que le processus d'approbation du projet controversé de mine d'or d'une société canadienne à Rosia Montana (nord-ouest), un des plus importants en Europe, ne pouvait pas être accéléré.

Les procédures ne peuvent pas être accélérées, elles ont leur propre rythme, les professionnels doivent aborder différents thèmes. On ne peut pas faire plus, a déclaré Attila Korodi sur la radio RFI Roumanie. De toute façon, je pense que vu l'importance de ce projet, nous devons être extrêmement prudents, a ajouté le ministre.

La veille, le président roumain Traian Basescu, fervent défenseur du projet de mine d'or développé par la société canadienne Gabriel Resources, avait appelé le nouveau ministre à prendre rapidement une décision.

Gabriel Resources et sa filiale à 80 % Rosia Montana Gold Corporation (RMGC), les 20 % restant étant détenus par l'Etat roumain, veulent extraire 300 tonnes d'or et 1.600 tonnes d'argent d'un gisement situé dans un village de Transylvanie, Rosia Montana.

Depuis l'acquisition de la licence en 1999, la RMGC n'a pas réussi à obtenir les autorisations nécessaires, notamment un permis du ministère de l'Environnement.

L'association Alburnus Maior qui regroupe une partie des habitants de la zone opposés à ce projet a dénoncé mercredi dans un communiqué les propos du président Basescu comme un chantage au nouveau ministre qui s'ajoute à des démarches de lobbying pour la compagnie canadienne Gabriel Resources.

Un tribunal roumain a invalidé la semaine dernière un certificat d'urbanisme crucial ce qui, selon les opposants au projet, renvoie à

la case départ la compagnie RMGC. Cette dernière soutient toutefois détenir un autre certificat valable.

Les défenseurs de l'environnement et du patrimoine s'opposent à cette mine en raison de l'utilisation prévue d'une moyenne de 12.000 tonnes de cyanure par an et de la destruction partielle de galeries minières roumaines.

La compagnie met de son côté en valeur son apport à l'économie roumaine en annonçant un investissement de 1,7 milliard de dollars. Elle affirme que 2.300 emplois seront créés pour la construction de la mine qui durera deux ans. 800 personnes seraient employées ensuite durant les 16 ans d'exploitation. (AFP, Bucarest, 11 avril 2012)

\*\*\* \*\*

#### **Mine d'or : les Canadiens promettent 30 milliards de dollars à la Roumanie**

La Roumanie gagnera 30 milliards de dollars si elle donne son accord au projet de mine d'or de la compagnie canadienne Gabriel Resources, a déclaré son PDG Jonathan Henry, à quelques jours de l'investiture d'un nouveau gouvernement, réputé réticent à cet investissement.

Au total il y aura 30 milliards de dollars de bénéfices économiques issus de ce projet qui resteront en Roumanie, a déclaré M. Henry dans une interview à l'AFP.

Cette somme représente sept fois plus ce que la compagnie avait initialement promis mais, selon M. Henry, c'est le résultat de l'effet multiplicateur de l'investissement et de la progression du prix de l'or. Gabriel Resources, qui contrôle 80% de la compagnie Rosia Montana Gold Corporation (dont l'Etat roumain détient la différence de 20 %) prévoit d'extraire sur 16 ans 300 tonnes d'or et 1.600 tonnes d'argent à Rosia Montana, village pittoresque de Transylvanie, en utilisant 12.000 tonnes de cyanure par an.

La société envisage d'y investir 1,7 milliard de dollars et de créer 880 emplois dans la phase de construction et 2.300 durant l'exploitation. Mais près de 15 ans après s'être engagée dans ce projet, elle attend toujours une autorisation cruciale du ministère de l'Environnement.

Un nouvel obstacle est apparu avec l'annulation par la justice d'un certificat d'urbanisme, tandis que l'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement, suite à la chute de l'exécutif de centre-droit, risque de compliquer encore les choses.

Nos actionnaires voient plus de risques à investir en Roumanie aujourd'hui qu'ils ne le pensaient auparavant et cela se reflète dans le prix des actions de Gabriel Resources, qui a dramatiquement chuté ces dernières semaines, a indiqué M. Henry.

Nous devons nous assurer que le nouveau gouvernement comprend ce que ce projet représente pour la Roumanie, a-t-il ajouté.

Les défenseurs de l'environnement et du patrimoine s'opposent à cette mine à ciel ouvert en raison de l'utilisation du cyanure et de la destruction partielle de quatre montagnes et de galeries minières roumaines.

Mais Gabriel Resources assure que le projet respectera les réglementations de l'UE les plus strictes. (AFP, Bucarest, 4 mai 2012)

Le prochain numéro du Réseau paraîtra en décembre 2012. Nous vous invitons à remettre vos manuscrits pour le 15 novembre au plus tard. Merci !